

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

## LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

### ABONNEMENTS

Togo, France & Union Fao . . . . .	1 an	6 mois
Ordinaire . . . . .	1.100 fr.	650 fr.
Avion . . . . .	3.000 fr.	1.600 fr.
Etranger . . . . .	1 an	6 mois
Ordinaire . . . . .	1.400 fr.	800 fr.
Avion . . . . .	3.500 fr.	2.100 fr.
Prix du numéro {	Au comptant, à l'imprimerie : 60 fr.	
	Par porteur ou par la poste : 75 fr.	
	Togo-France & Union Fao : 75 fr.	
	Etranger : Port en sus.	

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOME, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	60 f
Minimum . . . . .	230 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 230 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Par décret en date du 23/3/57, M. SPENALE (Georges), gouverneur de la France d'outre-mer, est nommé Haut-Commissaire de la République au Togo, en remplacement de M. BERARD (Jean Louis Philippe), gouverneur de la France d'outre-mer, appelé à d'autres fonctions.

### SOMMAIRE

#### ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

##### LOIS

1957

28 mars	— Loi n° 57-3 organisant la mutualité rurale au Togo . . . . .	299
28 mars	— Loi n° 57-4 (Loi de Finances pour l'exercice 1957 — 2 <sup>e</sup> trimestre) . . . . .	300
28 mars	— Loi n° 57-5 portant ouverture et annulation de crédits au budget de la République Autonome du Togo — Exercice 1956 . . . . .	303
28 mars	— Loi n° 57-6 tendant à diminuer la fiscalité douanière d'entrée et de sortie de la République Autonome du Togo, sur certaines espèces de tissus de coton . . . . .	308
28 mars	— Loi n° 57-7 exonérant du versement de 5.000 francs par tonne exportée le tapioca T. IV Sifting . . . . .	309
28 mars	— Loi n° 57-8 portant classement de la forêt de l'Assoukoko . . . . .	309

28 mars	— Loi n° 57-9 portant classement de la forêt d'Ossacré . . . . .	310
28 mars	— Loi n° 57-10 portant création de la Subdivision de Bafilo (Cercle de Sokodé) . . . . .	310
28 mars	— Loi n° 57-11 protégeant le Drapeau Togolais . . . . .	310
28 mars	— Loi n° 57-12 modifiant la loi n° 56-4 du 9 novembre 1956 fixant la date des élections municipales . . . . .	311
28 mars	— Loi n° 57-13 modifiant les articles 5 et 14 de la loi organique n° 56-2 du 18 septembre 1956 . . . . .	311

#### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

##### PREMIER MINISTRE

1957

16 avril	— Décret n° 57-31 portant organisation des services et bureaux du Ministère d'Etat . . . . .	311
12 avril	— Décision n° 57/D/PM-MF. accordant une contribution de la République Autonome du Togo aux dépenses du Fonds Commun de la Recherche Scientifique et Technique Outre-mer, au titre de l'Exercice 1957 (1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> trimestre 1957) . . . . .	312
13 avril	— Arrêté n° 71/PM/INT/PT. fixant pour 1957 les taux journaliers des allocations aux enfants métis . . . . .	313

Arrêtés et décisions portant nominations, affectations, détachement, constatant passage à l'échelon supérieur, accordant témoignage de satisfaction, désignation des chargés de cours du soir au CF et Wharf, résiliation de contrat, licenciement, admission à la retraite et attribution de bourse scolaire . . . . . 313

#### MINISTÈRE D'ÉTAT, DE L'INTÉRIEUR ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

1957

6 avril — Arrêté n° 34/INT/PTT. habilitant le Chef du Service des Postes et Télécommunications à désigner des Agents de contrôle de la Radiodiffusion privée . . . . . 315

10 avril — Arrêté n° 36/INT/PT. relatif aux indemnités de déplacements et de maintien de l'ordre . . . . . 315

10 avril — Arrêté n° 37/INT/PT. accordant des gratifications aux personnels de la police en service à Lomé . . . . . 316

12 avril — Arrêté n° 39/ME/INT. portant approbation des modifications proposées à l'intérieur d'un chapitre du budget primitif 1957 de la Commune d'Atakpamé . . . . . 316

Arrêtés et décision portant nomination, affectation, accordant témoignage de satisfaction et autorisation de débarquement et de l'inhumation à Lomé de restes mortels . . . . . 317

#### MINISTÈRE DES FINANCES

Décision portant affectation . . . . . 317

#### MINISTÈRE DES MINES, DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS, DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN

1957

17 avril — Arrêté n° 373/A/MTP/TP. ouvrant une enquête de commodo et incommode concernant l'installation à Lomé d'une cuve à essence . . . . . 317

17 avril — Arrêté n° 375/MTP/TP. portant autorisation d'installer à Sokodé une citerne à essence par la John Walkden et Cie Ltd . . . . . 317

17 avril — Arrêté n° 377/MTP/TP. portant autorisation d'installer à Atakpamé un abattoir par le Service de l'Élevage. 317

Arrêtés et décisions portant nomination, engagement, constatant cessation de fonctions, abandon de poste, acceptation de démission, licenciement, et retrait de permis de conduire. . . . . 318

#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Décisions portant affectations et mutations . . . . . 321

#### MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1957

6 avril — Arrêté n° 13/MIP. fixant les effectifs des différentes catégories du personnel de l'Enseignement Privé entrant dans le calcul de la subvention pour l'année 1957. . . . . 321

Décisions portant affectation, engagement et démission . . . . . 322

#### MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Décision rapportant la décision du 16 mars 1957 portant nomination . . . . . 322

#### ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

##### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

1957

9 mars — Décret n° 57-282 relatif au Comité monétaire de la zone franc. (Arrêté de promulgation n° 31-57/C. du 10 avril 1957) . . . . . 323

9 mars — Décret n° 57-284 relatif au Comité monétaire de la zone franc siégeant en commission restreinte en application des dispositions du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 pour les affaires intéressant les territoires d'outre-mer; le Cameroun et la République Autonome du Togo. (Arrêté de promulgation n° 32-57/C. du 10 avril 1957). 324

9 mars — Décret n° 57-287 fixant les conditions d'application dans la République Autonome du Togo du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 relatif à l'organisation du crédit et à la réglementation de la profession bancaire et des professions se rattachant à la profession de banquier. (Arrêté de promulgation n° 33-57/C. du 10 avril 1957) . . . . . 325

Arrêtés portant intégrations, détachement et admission à la retraite . . . . . 326

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A.O.F.

Arrêté portant intégrations, inscription au tableau d'avancement et promotion . . . . . 326

## ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

### ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

Arrêtés et décisions portant délégation de signature, chargeant des affaires courantes, portant nominations : (Assesseur suppléant près le tribunal supérieur de droit local de Lomé — Directeur par intérim du Cabinet du Haut-Commissaire — Chef du Poste Administratif de Blitta, Commandant du Cercle de Sokodé et Avocat-défenseur près les Cours d'Appel et les Tribunaux de l'AOF.), affectation et détachement. 327

### AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Avis de concours (Ecole nationale d'Administration) . . .	328
Déclaration d'Association. . . . .	329
Récépissé de déclaration d'associations. . . . .	329
Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de Première Instance de Cotonou (Dahomey) . . .	329
Domaines . . . . .	329
Etablissement Rabe et Cie. . . . .	331
Avis de perte : : : : . . . . .	332

## ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

### LOIS

LOI N° 57-3 du 28 mars 1957 organisant la Mutualité Rurale au Togo.

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Dans un délai qui sera fixé par décret pris en Conseil des Ministres et qui ne devra pas excéder six mois à compter de la promulgation de la présente loi, des Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises devront être créées dans l'ensemble de la République Autonome du Togo.

Elles remplaceront les Sociétés de Prévoyance et reprendront les actifs et les passifs de ces Sociétés. Les adhérents des Sociétés de Prévoyance deviendront automatiquement adhérents des S.M.R.T.

ART. 2. — Les Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises ont pour objet :

a) — de promouvoir et de faciliter la production, la transformation, la circulation, la vente de produits agricoles et de l'élevage;

b) — de faciliter l'approvisionnement de la population en semences, engrais, matériel agricole et produits de première nécessité;

c) — d'encourager l'artisanat;

d) — de prendre toutes initiatives pour améliorer les conditions de vie de la population.

ART. 3. — Les Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises exécutent des travaux; accordant des prêts à leurs adhérents, ou donnent leur aval à des prêts du crédit du Togo à leurs adhérents.

Les Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises peuvent accorder des prêts en nature (semence, engrais, matériel agricole, matériel de construction) ou en espèces. La durée et le montant maximum de ces prêts seront fixés par décret.

ART. 4. — Les Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises participent à l'action rurale financée par le FIDES ainsi qu'à l'éducation de base. Elles établissent des programmes pour leur Circonscription et surveillent l'exécution de ces programmes. Les Comités locaux d'action rurale cesseront de fonctionner dès la création des Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises.

ART. 5. — Les ressources des Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises sont constituées par :

a) — les cotisations obligatoires des membres qui continueront à être prélevées de la même façon que celles des S.I.P.;

b) — les prêts du crédit du Togo;

c) — éventuellement des subventions de la Fédération des Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises, du FIDES, du Budget de la République Autonome du Togo, ou du Budget de la Circonscription ou de tout autre Budget public;

d) — éventuellement des dons et les legs.

ART. 6. — Chaque Société Mutuelle Rurale Togolaise est gérée par un Conseil d'Administration dont le Président, qui doit savoir lire et écrire, est élu à la majorité des 2/3 de ses membres.

Le Chef de Circonscription Administrative est Commissaire du Gouvernement.

ART. 7. — Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre.

ART. 8. — Les Membres des Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises élisent dans chaque village ou groupement de villages ou cantons selon les circonscriptions, proportionnellement au nombre des cotisants, les délégués qui forment l'Assemblée Générale. Cette Assemblée se réunit une fois par an pour approuver les comptes et le rapport d'activité du Conseil d'Administration. Un arrêté du Ministre de l'Agriculture fixera le nombre de ces délégués dans chaque Circonscription.

Les statuts délibérés par l'Assemblée Générale sont approuvés par décret en Conseil des Ministres.

ART. 9. — Les Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises sont soumises au contrôle administratif et financier prévu à l'article 13 ainsi qu'à celui du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances.

ART. 10. — Les Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises peuvent constituer des sections spécialisées correspondant soit à des activités différentes, soit à des zones déterminées.

Un arrêté du Ministre de l'Agriculture, pris après avis du Conseil de la Fédération des Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises, déterminera les conditions dans lesquelles ces Sections pourront avoir une comptabilité propre lorsque leur importance le justifiera.

Les sections spécialisées sont dirigées par un Conseil élu suivant les modalités fixées par la Société Mutuelle Rurale Togolaise intéressée. Elles ont la responsabilité de l'action directe sur le producteur et la production.

ART. 11. — Les Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises encouragent la formation de Mutuelles de base groupant des paysans ou des artisans ayant des intérêts communs. Ces Mutuelles ont pour but la mise en commun de moyens de production, l'achat d'engrais de semence, d'équipement divers, de biens de consommation, le stockage, la transformation, la vente des produits agricoles ou des produits de l'artisanat, la construction d'habitations.

Les Mutuelles pourront aussi avoir simplement pour objet le cautionnement mutuel pour permettre à leurs adhérents d'obtenir des prêts. Les Sociétés de caution mutuelle sont des Sociétés civiles sans activité commerciale.

ART. 12. — L'ensemble des Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises et des Mutuelles de base adhèrent à une fédération à qui elles versent une ristourne sur les cotisations de leurs adhérents. Le pourcentage de cette ristourne est fixé par décret.

ART. 13. — La Fédération a pour objet :

- a) — de contrôler et de stimuler l'activité des Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises;
- b) — de promouvoir la formation du personnel technique;
- c) — de participer à l'Action Rurale. Elles approuvent les programmes et en contrôlent l'exécution.

ART. 14. — Outre les ressources provenant des ristournes sur les cotisations versées par les Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises, la Fédération peut recevoir des subventions et être chargée de la gestion de fonds destinés à financer des activités conformes à son objet.

ART. 15. — La Fédération des Sociétés Mutuelles Rurales Togolaises est gérée par un Conseil d'Administration présidé par le Ministre de l'Agriculture.

ART. 16. — Dans le délai prévu à l'article premier de la présente loi, le Ministre de l'Agriculture soumettra à la Commission des Affaires Intérieures de l'Assemblée Législative, le bilan de chaque S.I.P.

ART. 17. — Le Premier Ministre règlera par décret en Conseil des Ministres les modalités d'application de la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957.

Pour le Premier Ministre absent;

*Le ministre d'Etat chargé des affaires courantes;*

F. MAMA.

*Le Ministre de l'Agriculture;  
de l'Elevage et des Eaux et Forêts;*

A. MEATCHI.

# LOI N° 57-4 du 28 mars 1957 Loi de Finances pour l'exercice 1957, 2<sup>e</sup> trimestre).

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

## TITRE I

### Dispositions générales relatives à l'exécution du Budget 1957.

ARTICLE PREMIER. — Sont rapportées les mesures prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 de la loi de Finances n° 56-7 du 28 décembre 1956.

ART. 2. — Le vote définitif du Budget Général de la République Autonome du Togo, ainsi que du Budget Annexe du C.F.T. et du Wharf pour l'exercice 1957, devra intervenir avant le 30 juin 1957.

ART. 3. — En attendant le vote définitif des Budgets, aucune modification ne sera apportée aux effectifs numériques en service au 1<sup>er</sup> janvier 1957, à l'exception des modifications d'effectifs qui figurent en annexe à la présente loi, ni aux bases et modes de rémunération du personnel, sauf en ce qui concerne l'avancement automatique des fonctionnaires.

ART. 4. — Pour permettre le fonctionnement des services jusqu'au 30 juin 1957, des crédits provisoires sont ouverts, au titre du premier semestre à raison de :

— un milliard vingt neuf millions cent trente deux mille francs C.F.A. dont dix millions cent mille francs au titre du Budget d'Equipeement et d'investissement pour le Budget Général du Togo  
(Exercice 1957) . . . . . 1.029.132.000

— deux cent treute deux millions cent trente quatre mille francs C.F.A. pour le Budget Annexe du C.F.T. et du Wharf . . . . . 232.134.000

ART. 5. — La répartition de ces crédits provisoires est fixée aux tableaux annexés à la présente loi qui sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957.

Pour le Premier Ministre, absent;

*Le Ministre d'Etat,  
chargé des Affaires courantes,*

F. MAMA.

*Le Ministre des Finances p.i.;*

A. MEATCHI.

## BUDGET GÉNÉRAL DU TOGO

ANNEXE N° I

Loi de Finances 1957 (2<sup>e</sup> trimestre)Crédits à ouvrir pour le deuxième semestre 1957  
(Exercice 1957)

CHA- PITRE	NATURE DES DÉPENSES	CRÉDITS VOTÉS POUR LE 1 <sup>er</sup> TRIMES. 1957 (1)	CRÉDITS OUVERTS POUR LE 2 <sup>e</sup> TRIMES. 1957	TOTAUX
1	Services des Emprunts et autres dettes contrac.	—	43.000.000	43.000.000
2	Pensions et allocations viagères . . . . .	2.301.000	2.299.000	4.600.000
3	Assemblée Législative et représentation parlementaire	10.740.000	10.740.000	21.480.000
4	Assemblée Législative et représentation parlemen- taire (Matériel) . . . . .	2.760.000	2.760.000	5.520.000
5	Gouvernement (Premier Ministre) Personnel . . . . .	23.310.000	23.310.000	46.620.000
6	Gouvernement (Premier Ministre) Matériel . . . . .	5.100.000	5.100.000	10.200.000
7	Ministères et Services intégrés (Personnel) . . . . .	4.521.000	14.000.000	18.521.000
8	Ministères et Services intégrés (Matériel) . . . . .	5.931.000	7.931.000	13.862.000
9	Services de Sécurité (Personnel) . . . . .	11.499.000	42.999.000	84.498.000
10	Services de Sécurité (Matériel) . . . . .	8.150.000	3.750.000	11.900.000
11	Services de Sécurité (Matériel) : : : : . . . . .	32.145.000	32.445.000	64.890.000
11-3	Services Financiers (Personnel) . . . . .	—	1.000.000	1.000.000
12	Services Financiers (Matériel) . . . . .	2.301.000	2.301.000	4.602.000
12-3	Services Financiers (Matériel) . . . . .	—	2.000.000	2.000.000
13	Services Scientifiques Généraux (Personnel) . . . . .	816.000	816.000	1.632.000
14	Services Scientifiques Généraux (Matériel) . . . . .	249.000	249.000	498.000
15	Services Economiques (Personnel) . . . . .	26.301.000	27.001.000	53.302.000
16	Services Economiques (Matériel) : : : : . . . . .	4.269.000	4.269.000	8.538.000
17	Services des Travaux et d'Infrastructures (Pers.)	333.516.000	33.516.000	67.032.000
18	Services des Travaux et d'Infrastructures (Mat.)	3.240.000	3.240.000	6.480.000
19	Services Sociaux (Personnel) . . . . .	120.000.000	120.000.000	240.000.000
20	Services Sociaux (Matériel) . . . . .	30.300.000	30.300.000	60.600.000
21	Services des Postes et Télécommunications (Pers.)	24.975.000	24.975.000	49.950.000
22	Services des Postes et Télécommunications (Mat.)	4.500.000	4.500.000	9.000.000
23	Exploitations et Etablissements Industriels (Pers.)	2.862.000	2.862.000	5.724.000
24	Exploitations et Etablissements Industriels (Mat.)	360.000	360.000	720.000
25	Dépenses Communes de Personnel . . . . .	6.000.000	8.000.000	14.000.000
26	Dépenses Communes de Matériel . . . . .	13.707.000	12.507.000	26.214.000
27	Dépenses diverses . . . . .	3.620.000	5.000.000	8.620.000
28	Fonds Spéciaux . . . . .	1.500.000	1.500.000	3.000.000
29	Entretien et réparation des bâtiments . . . . .	2.520.000	2.520.000	5.040.000
30	Entretien routes et ponts . . . . .	10.020.000	10.020.000	20.040.000
31	Contributions, Subventions . . . . .	1.395.000	5.250.000	6.645.000
32	Contributions aux régies d'exploitation concédée . . . . .	—	—	—
33	Contributions aux dépenses d'organisme et Gr. Ind.	—	610.000	610.000
34	Reversement à des collectivités et Ets. Publics . . . . .	—	15.000.000	15.000.000
35	Versement à des Comptes de fonds spéciaux . . . . .	—	—	—
36	Ristourne du Budget de l'Etat . . . . .	—	—	—
37	Subvention au C.F.T. . . . .	—	—	—
38	Subvention à des Organismes, Associations, Œuvres Privées . . . . .	16.602.000	16.602.000	33.204.000
39	Fonds de concours pour dépenses de fonctionnement	—	—	—
40	Bourses d'Etudes et d'entretien . . . . .	10.890.000	25.000.000	35.890.000
41	Secours . . . . .	1.500.000	3.000.000	4.500.000
42	Prêts et avances (Garantie du Territoire) . . . . .	—	—	—
43	Participation aux dépenses d'équipement . . . . .	—	10.100.000	10.100.000
44	Dépenses d'approvisionnement des magasins . . . . .	—	—	—
45	Dépenses d'Ordre . . . . .	—	—	—
		458.200.000	560.832.000	1.019.032.000

CHA- PITRE	NATURE DES DÉPENSES	CRÉDITS VOTÉS POUR LE 1 <sup>er</sup> TRIMES. 1957 (1)	CRÉDITS OUVERTS POUR LE 2 <sup>e</sup> TRIMES. 1957	TOTAUX
	B — Budget d'équipement			
	Titre II, Section II . . . . .	10.100.000	—	10.100.000
	Récapitulation			
	Budget de fonctionnement . . . . .	458.200.000	560.832.000	1.019.032.000
	Budget d'équipement . . . . .	10.100.000	—	10.100.000
	Total . . . . .	468.300.000	560.832.000	1.029.132.000

Arrêté à la somme de : Un milliard vingt neuf millions cent trente deux mille francs C.F.A. pour le premier semestre 1957.

(1) Loi n° 56-7 du 28 décembre 1956.  
Loi n° 57-2 du 19 février 1957.

### BUDGET ANNEXE DU C. F. T. ET DU WHARF

#### ANNEXE N° II

*Loi de Finances 1957 (2<sup>e</sup> trimestre)*

*Crédits à ouvrir pour le deuxième trimestre 1957.*

CHA- PITRE	NATURE DES DÉPENSES	CRÉDITS VOTÉS POUR LE 1 <sup>er</sup> TRIMESTRE	CRÉDITS VOTÉS POUR LE 2 <sup>e</sup> TRIMESTRE	TOTAUX
1	Personnel Réseau Ferré (Services généraux — Exploitation — Voies et Bâtiments, Matériel et Traction)	63.663.000	64.797.000	128.460.000
2	Matériel Réseau Ferré (Services généraux — Exploitation — Voies et Bâtiments, Matériel et Traction)	14.106.000	14.106.000	28.212.000
3	Grosses réparations Réseau Ferré (Voie et Bâtiments, Matériel et Traction)	2.124.000	2.124.000	4.248.000
4	Dépenses de cession Réseau Ferré (Voie et Bâtiments)	8.436.000	8.436.000	16.872.000
5	Dépenses diverses Réseau Ferré	1.692.000	1.692.000	3.384.000
6	Personnel Wharf et Phare	17.166.000	17.166.000	34.332.000
7	Matériel Wharf et Phare	2.124.000	2.124.000	4.248.000
8	Grosses réparations Wharf et Phare	549.000	3.549.000	4.098.000
9	Dépenses diverses Wharf et Phare	4.140.000	4.140.000	8.280.000
	Total : . . . . .	114.000.000	118.134.000	232.134.000

Arrêté à la somme de : Deux cent trente deux millions cent trente quatre mille francs C.F.A. pour le premier semestre 1957.

#### ANNEXE N° III

*Loi de Finances 1957 (2<sup>e</sup> trimestre)*

*Modifications d'effectifs autorisés*

1<sup>er</sup> — Assemblée Législative du Togo — Recrutements supplémentaires autorisés dans la limite des crédits budgétaires inscrits et conformément aux décisions du Bureau.

2<sup>e</sup> — Cabinet du Premier Ministre — Crédits ouverts pour 3 mois.

1 Secrétaire particulier

1 Attaché

1 Adjoint au Conseiller Juridique

9 Commis et Dactylos

- 3 Chauffeurs  
1 Planton  
2 Agents de la Délégation Togo à Paris. 1.000.000

3<sup>o</sup>/ — MINISTÈRE D'ÉTAT.*Direction de l'Intérieur et des Affaires Administratives.*

- 1 Directeur — Administrateur de la F.O.M. en service  
1 Sous-Chef de Bureau A.G.O.M. en service  
5 Commis des cadres provenant d'autres services  
2 Agents contractuel ou auxiliaire, en service  
2 Commis et Dactylos journaliers mutés d'autres Services  
1 Planton déjà en service  
1 Chauffeur . . . . . 1.655.000

4<sup>o</sup>/ — Service de la Radiodiffusion

- 1 Technicien de maintenance  
1 Opérateur  
1 Speaker  
1 Chauffeur . . . . . 120.000

5<sup>o</sup>/ — Service de l'Information

- 1 Rédacteur en Chef  
1 Photographe-cinéaste  
1 Traducteur de langue vernaculaire  
1 Dactylo . . . . . 220.000

6<sup>o</sup>/ — Education de base

- 1 Directeur  
8 Agents de diffusion  
1 Dactylo  
1 Technicien appareil cinéma  
2 Manœuvres . . . . . 327.000

7<sup>o</sup>/ — Office de la Main-d'Oeuvre

- 1 Chef de Service  
1 Commis  
4 Agents . . . . . 500.000

8<sup>o</sup>/ — Service de l'Assistance Sociale

- 3 Agents . . . . . 240.000

9<sup>o</sup>/ — Service de l'Inspection du Travail

- 4 Agents . . . . . 100.000

10<sup>o</sup>/ — Service des Douanes

- 1 Vérificateur  
1 Chef de Brigade mobile  
18 Agents . . . . . 1.000.000

11<sup>o</sup>/ — Service des Eaux et Forêts

- 1 Agent des Eaux et Forêts (Cercle de Lama-Kara) . . . . . 700.000  
Total . . . . . 6.162.000

*LOI N° 57-5 du 28 mars 1957 portant ouverture et annulation de crédits au Budget de la République Autonome du Togo, Exercice 1956.*

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les rubriques « Frais de transport du petit matériel des Services » et « Tapis d'usure Route Lomé-Anécho » ouvertes respectivement à l'article 11 du chapitre 26 du Budget de Fonctionnement et à la Section II du Titre II du Budget d'Équipement du Budget Général de la République Autonome du Togo, exercice 1956; sont ainsi modifiées :

« Frais de transport du matériel des Services »

« Asphalage des Routes Lomé-Anécho et Anécho-Anfoin »

ART. 2. — Sont annulés à ce même Budget des crédits s'élevant à 91.356.000 francs répartis par chapitre et article conformément à l'Etat annexé à la présente Loi.

ART. 3. — Sont ouverts à ce Budget des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de 91.356.000 francs gagés par les annulations prévues à l'article deux, et répartis par chapitre et article conformément à l'Etat annexé à la présente Loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957.

Pour le Premier Ministre absent;

*Le Ministre d'Etat;  
chargé des Affaires courantes;*

F. MAMA.

*Le Ministre des Finances p.i.;*

A. MEATCHI.

*ANNEXE à la Loi N° 57-5 du 28 mars 1957 portant  
ouverture et annulation de crédits au Budget Général  
de la République Autonome du Togo — Exercice 1956.*

CHAP.	ART.	PARAG.		CRÉDITS	
				ANNULÉS	OUVERTS
1			<i>Services des emprunts et autres dettes contractuelles</i>		
	1		Amortissements et intérêts des emprunts du Togo	2.871.000	
	4		Intérêts et amortissements des avances consenties par la C.C.F.O.M. . . . .		2.325.000
			Total des crédits annulés au chap. 1 . . . . .	2.871.000	2.325.000
2			<i>Pensions et allocations viagères.</i>		
	1		Allocations de retraites aux agents non affiliés à la Caisse Locale des retraites . . . . .	1.837.000	—
	2		Pensions aux anciens gardes cercles . . . . .	—	843.000
	5		Accidents du Travail . . . . .	100.000	—
			Total des crédits annulés au chap. 2 . . . . .	1.937.000	—
3			<i>Représentation Parlementaire et Assemblée Législative.</i>		
	1		Assemblée Législative . . . . .	—	585.000
	2		Représentation Parlementaire . . . . .	—	1.146.000
	3		Dépenses des exercices clos . . . . .	—	3.000
			Total des crédits ouverts au chap. 3 . . . . .	—	1.734.000
4			<i>Représentation Parlementaire et Assemblée Législative.</i>		
	1		Assemblée Législative . . . . .	—	—
	3	1	Dépenses de Matériel . . . . .	—	98.000
			Dépenses des exercices clos . . . . .	—	—
5			<i>Gouvernement.</i>		
	4		Service de l'Information . . . . .	—	90.000
	11		Bureau du Personnel . . . . .	—	320.000
	13		Circonscriptions . . . . .	—	1.500.000
	14		Dépenses des exercices clos . . . . .	—	7.000
8			Total des crédits ouverts au chap. 5 . . . . .	—	1.917.000
			<i>Services Judiciaires.</i>		
	7		Frais de Justice criminelle . . . . .	—	220.000
9			Total des crédits ouverts au chap. 8 . . . . .	—	220.000
			<i>Services de Sécurité</i>		
	2		Police Administrative Judiciaire . . . . .	—	1.300.000
	6		Dépenses des exercices clos . . . . .	—	105.000
			Total des crédits ouverts au chap. 9 . . . . .	—	1.405.000



CHAP.	ART.	PARAG.		CRÉDITS	
				ANNULÉS	OUVERTS
11			<i>Services Financiers.</i>		
	1		Services des Finances, du Matériel et du Transit.	1.300.000	—
	2		Services des Contributions Directes . . . . .	1.100.000	—
	3		Services des Douanes . . . . .	—	2.600.000
	4		Service de l'Enregistrement, Domaines et Timbre.	300.000	—
			Total des crédits annulés au chap. 11 . . . . .	2.700.000	—
			Total des crédits ouverts au chap. 11 . . . . .	—	2.600.000
13			<i>Services Scientifiques Généraux.</i>		
	1		Institut de Recherches du Togo . . . . .	—	65.000
			Total des crédits ouverts au chap. 13 . . . . .	—	65.000
15			<i>Services Economiques</i>		
	1		Service des Affaires Economiques . . . . .	—	1.100.000
	4		Service de l'Agriculture . . . . .	1.300.000	—
	5		Service de Contrôle et du Conditionnement . . . . .	600.000	—
	6		Service de l'Elevage . . . . .	—	250.000
	7		Service des Eaux-et-Forêts . . . . .	300.000	—
	8		Service des Mines . . . . .	500.000	—
	10		Dépenses des exercices clos . . . . .	—	142.000
			Total des crédits annulés au chap. 15 . . . . .	2.700.000	—
			Total des crédits ouverts au chap. 15 . . . . .	—	1.492.000
17			<i>Services de Travaux et d'Infrastructure</i>		
	1		Direction des Travaux Publics . . . . .	1.200.000	—
	2		Subdivision du Sud des Travaux Publics . . . . .	—	2.600.000
	3		Subdivision du Nord des Travaux Publics . . . . .	—	1.800.000
	4		Personnel des Circonscriptions . . . . .	—	2.150.000
	5		Service Topographique . . . . .	800.000	—
	6		Service Météorologique . . . . .	—	500.000
	7		Dépenses des exercices clos . . . . .	—	500.000
			Total des crédits annulés au chap. 17 . . . . .	2.100.000	—
			Total des crédits ouverts au chap. 17 . . . . .	—	7.550.000
18			<i>Services de Travaux et d'Infrastructure</i>		
	1		Direction des Travaux Publics . . . . .	—	—
	4		Alimentation en eau . . . . .	3.500.000	—
	7		Dépenses des exercices clos . . . . .	324.000	—
			Total des crédits annulés au chap. 18 . . . . .	3.824.000	—
19			<i>Services Sociaux</i>		
			A -- <i>Service de l'Enseignement</i>		
	1		Direction de l'Enseignement . . . . .	1.100.000	—
	2		Lycée Bonnacarrère . . . . .	2.600.000	—
	3		Collège de Sokodé . . . . .	1.400.000	—
	4		Ecole Normale d'Atakpamé . . . . .	1.900.000	—
	5		Enseignement Primaire . . . . .	—	15.000.000
	6		Enseignement Technique . . . . .	2.100.000	—
	7		Education Physique et Sports . . . . .	800.000	—
	8		Education de Base . . . . .	600.000	—

CHAP.	ART.	PARAG.		CRÉDITS	
				ANNULÉS	OUVERTS
			<i>B — Santé Publique</i>		
	9		Direction de la Santé Publique . . . . .	—	773.000
	11		Hôpital de Tokoin . . . . .	—	2.500.000
	12		Assistance Médicale . . . . .	—	4.650.000
	13		Service d'Hygiène . . . . .	—	1.100.000
	14		Service d'Hygiène et de Prophylaxie . . . . .	2.410.000	—
	16		Inspection du Travail et des Lois Sociales . . . . .	—	190.000
	17		Dépenses des exercices clos . . . . .	—	—
			Total des crédits annulés au chap. 19 . . . . .	12.910.000	—
			Total des crédits ouverts au chap. 19 . . . . .	—	24.213.000
20			<i>Services Sociaux.</i>		
	12	1	Assistance Médicale :		
			Dépenses de matériel . . . . .	2.935.000	—
	17		Dépenses des exercices clos . . . . .	—	235.000
			Total des crédits annulés au chap. 20 . . . . .	2.935.000	—
			Total des crédits ouverts au chap. 20 . . . . .	—	235.000
21			<i>Services des Postes et Télécommunications.</i>		
	1		Service des Postes et Télécommunications . . . . .	—	600.000
			Total des crédits ouverts au chap. 21 . . . . .	—	600.000
22			<i>Services des Postes et Télécommunications.</i>		
	1		Dépenses de matériel . . . . .	—	300.000
			Total des crédits ouverts au chap. 22 . . . . .	—	300.000
23			<i>Exploitations et Etablissements Industriels.</i>		
	1		Garage Central . . . . .	400.000	—
			Total des crédits annulés au chap. 23 . . . . .	400.000	—
25			<i>Dépenses communes et diverses.</i>		
	1		Frais de relève . . . . .	—	15.000.000
	6		Dépenses des exercices clos . . . . .	—	500.000
			Total des crédits ouverts au chap. 25 . . . . .	—	15.500.000
26			<i>Dépenses communes de Matériel</i>		
	1		Alimentation en eau des bâtiments administratifs . . . . .	—	1.310.000
	2		Eclairage Urbain . . . . .	—	250.000
	3		Eclairage des bâtiments administratifs . . . . .	—	2.600.000
	4		Abonnements aux journaux, revues, périodiques . . . . .	200.000	—
	5		Abonnements au journal officiel du Togo et au Togo Républicain . . . . .	—	—
	6		Frais de correspondance, Télégr., Téléphone . . . . .	—	6.200.000
	9		Achat de véhicules . . . . .	—	5.175.000
	10		Indemnités d'entretien de véhicules, bicyclettes . . . . .	—	305.000
	11		Frais de transport du matériel des Services . . . . .	—	2.500.000
			Total des crédits annulés au chap. 26 . . . . .	200.000	—
			Total des crédits ouverts au chap. 26 . . . . .	—	18.340.000

CHAP.	ART.	PARAG.		CRÉDITS	
				ANNULÉS	OUVERTS
27			<i>Dépenses diverses.</i>		
	1		Cérémonies et fêtes officielles . . . . .	—	15.000
	2		Fêtes Publiques — réceptions . . . . .	—	1.300.000
	3		Pertes de fonds et de matériel . . . . .	100.000	—
	4		Honoraires des avocats . . . . .	—	180.000
	5		Remboursement des droits indument perçus . . . . .	—	500.000
	6		Remises de pénalités . . . . .	—	125.000
	8		Location d'immeubles . . . . .	—	1.830.000
	9		Enlèvement des ordures . . . . .	450.000	—
	12		Divers et imprévus . . . . .	2.600.000	—
	13		Dépenses des exercices clos . . . . .	—	80.000
			Total des crédits annulés au chap. 27 . . . . .	3.150.000	—
			Total des crédits ouverts au chap. 27 . . . . .	—	4.030.000
30			<i>Routes, ponts, aérodrome.</i>		
	1		Routes interterritoriales ou de grandes communica-	700.000	—
	3		tions Entretien des ponts . . . . .	—	465.000
	4		Entretien de l'Aérodrome . . . . .	—	85.000
	5		Dépenses des exercices clos . . . . .	—	427.000
			Total des crédits annulés au chap. 30 . . . . .	700.000	—
			Total des crédits ouverts au chap. 30 . . . . .	—	977.000
31			<i>Contributions aux dépenses de fonctionnement de l'Etat, des Collectivités et Etablissements Publics.</i>		
	1		Contribution aux dépenses d'entretien en France du personnel de relève des militaires H.C. du Service de Santé . . . . .	—	108.000
	4		Contribution aux dépenses de la Caisse de Retraites de la F.O.M. . . . .	55.000	—
	6		Contribution aux foires et exportations du Département . . . . .	50.000	—
	7		Contribution aux cours d'alimentation et de nutrition . . . . .	70.000	—
	10		Versement patronal à la Caisse de Compensation des Prestations familiales . . . . .	600.000	—
			Total des crédits annulés au chap. 31 . . . . .	775.000	—
			Total des crédits ouverts au chap. . . . .	—	108.000
33			<i>Contribution aux dépenses d'organismes et groupements internationaux.</i>		
	2		Contribution aux dépenses du Bureau international de l'Union Postale Universelle . . . . .	30.000	—
	3		Contribution aux dépenses de l'Union international des Télécommunications . . . . .	—	61.000
			Total crédits annulés au chap. 33 . . . . .	30.000	—
			Total crédits ouverts au chap. 33 . . . . .	—	61.000
34			<i>Reversement à des Collectivités et Ets. Publics</i>		
	1		Chambre de Commerce du Togo . . . . .	—	965.000
	2		Commune-Mixte de Lomé . . . . .	—	985.000
	5		Commune-Mixte d'Atakpamé . . . . .	—	200.000
	6		Commune-Mixte de Palimé . . . . .	—	300.000
	7		Commune-Mixte de Sokodé . . . . .	—	550.000
			Total des crédits ouverts au chap. 34 . . . . .	—	3.000.000

CHAP.	ART.	PARAG.		CRÉDITS	
				ANNULÉS	OUVERTS
37			<i>Subvention de Fonctionnement à des Collectivités ou Organismes Publics (CFT.) . . . . .</i>	50.000.000	—
			Total des crédits annulés au chap. 37 . . . . .	50.000.000	—
38			<i>Subventions de fonctionnement à des organismes, Associations ou œuvres privées.</i>		
	1		Subventions à des Ets. du Territoire :		
		1	Subventions à l'Enseignement libre . . . . .		325.000
		2	Sociétés sportives, artistiques et musicales . . . . .	300.000	
	2	3	Organismes et œuvres dans le Territoire . . . . .		42.000
		2	Subventions à des Ets. hors du Territoire . . . . .		587.000
		3	Organismes et œuvres hors du Territoire . . . . .		138.000
		4	Stages effectués dans la Métropole . . . . .	289.000	
			Stages d'études au Territoire . . . . .		
			Total des crédits annulés au chap. 38 . . . . .	589.000	
			Total des crédits ouverts au chap. 38 . . . . .	—	1.092.000
40			<i>Bourses d'Etudes et d'Entretien</i>		
	1		Bourses d'études dans les Ets. Hors du Terr. :		
		1	Bourses métropolitaines . . . . .	1.400.000	
		2	Bourses en A.O.F. . . . .		550.000
	2		Bourses d'études dans les Ets. du Territoire :		
		1	Bourses locales . . . . .		1.586.000
			Total des crédits annulés au chap. 40 . . . . .	1.400.000	
			Total des crédits ouverts au chap. 40 . . . . .	—	2.136.000
41			<i>Secours</i>		
	1		Allocations aux enfants méritants, indigents, infirmes . . . . .	—	—
	2		Secours scolaires ou prêts d'honneur . . . . .	—	—
	3		Secours individuels temporaires . . . . .	—	100.000
	4		Secours exceptionnels . . . . .	—	415.000
			Total des crédits ouverts au chap. 41 . . . . .	—	515.000
42			<i>Prêts et Avances à des Collectivités Publiques</i>		
	1		Garanties du Territoire . . . . .	2.135.000	—
			Total des crédits annulés au chap. 42 . . . . .	2.135.000	—
			Total Général des crédits annulés . . . . .	91.356.000	—
			Total Général des crédits ouverts . . . . .	—	91.356.000

LOI N° 57-6 du 28 mars 1957 tendant à diminuer la fiscalité douanière d'entrée et de sortie de la République Autonome du Togo, sur certaines espèces de tissus de coton.

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau annexé à la délibération n° 24-49 du 25 avril 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo est modifié comme suit :

N° Nom. générale du Tarif du Togo	DESIGNATION DES PRODUITS	N° du Tarif métropolitain	DROIT FISCAL D'ENTRÉE		DROIT FISCAL DE SORTIE	
			Unité de perception	Quotité des droits	Unité de perception	Quotité des droits
12 - 47	<i>Tissus de coton</i>	973 à 983				
- a	unis, mercerisés ou non . . .	973-974	Valeur	7 %	—	Exempt
- a 1	écrus . . . . .	973 A - 974 A	—	7 %	—	—
- a 2	écrués, crévés ou blanchis . .	973 B - 974 B	—	15 %	—	—
- a 3	teint . . . . .	973 C - 974 C	—	10 %	—	—
- a 4	fabriqués avec des fils de diverses couleurs . . . . .	973 D - 974 D	—	15 %	—	—

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957.

P. le Premier Ministre absent;

*Le Ministre d'Etat  
chargé des Affaires courantes,*

**F. MAMA.**

**LOI N° 57-7 du 28 mars 1957 exonérant du versement de 5.000 francs par tonne exportée le Tapioca T. IV Sifting.**

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

**ARTICLE UNIQUE.** — L'exportation du tapioca T. IV dit Sifting ne donnera pas lieu à versement de la redevance de 5.000 francs par tonne instituée par la Délibération n° 6 ATT du 2 avril 1955.

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957.

P. le Premier Ministre absent,

*Le Ministre d'Etat  
chargé des Affaires courantes,*

**F. MAMA.**

**LOI N° 57-8 du 28 mars 1957 portant classement de la forêt de l'Assoukoko.**

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** — Est constitué en Forêt classée le terrain suivant dit Forêt de l'Assoukoko d'une surface de 10.000 hectares environ, sis dans le

canton de l'Adélé, Subdivision et cercle d'Atakpamé, et dont les limites sont définies comme suit :

*Solent les points :*

- A — Situé sur la frontière des deux Togos au point de passage de la piste Obosomkopé-Ahoundjo;
- B — Situé sur la frontière des deux Togos au passage de la rivière Assoukoko, soit à 1 km au sud de la borne frontière n° 86,
- C — Situé au confluent des rivières Assoukoko et Koro;
- D — Situé au confluent des rivières Assoukoko et Ourou-Ourou,
- E — Situé à la source de la rivière Ourou-Ourou;
- F — Situé à un coude de la rivière Assoukoko à 1 km 700 en amont de son confluent avec la Boa,
- G — Situé au confluent de la rivière Assoukoko et du marigot Adjiri,
- H — Situé sur le marigot Adjiri,
- I — Situé sur la piste Obosomkopé-Ahoundjo et à 1.500 m. de Obosomkopé

*Les limites sont :*

- A l'Ouest : de A à B, la frontière des deux Togos
- Au Sud : de B à C, la rivière Assoukoko
- A l'Est : de C à D, la rivière Assoukoko  
: de D à E, la rivière Ourou-Ourou  
: de E à F, la conventionnelle suivant le pied de la montagne Tounfo d'une longueur de 3 km. 200 environ  
: de F à G, la rivière Assoukoko  
: de G à H, le marigot Adjiri

: de H à I, la conventionnelle III orientée Sud Nord géographique d'une longueur de 4 km 500 environ.

Au Nord

: de I à II, la piste de Obosomkopé-Ahoun-djo.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 11 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

La chasse au fusil, de jour, est autorisée.

ART. 3. — La répression des infractions aux prescriptions de la présente loi s'effectuera conformément aux dispositions du Titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le Chef du Service des Eaux-et-Forêts, le Chef de Subdivision d'Akakpamé, le Commandant de Cercle du Centre sont chargés de l'exécution de la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957.

P. le Premier Ministre absent,

*Le Ministre d'Etat  
chargé des Affaires courantes,*

F. MAMA.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage  
et des Eaux et Forêts,*

A. MEATCHI.

#### LOI N° 57-9 du 28 mars 1957 portant classement de la Forêt d'Ossacre.

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classée le terrain suivant dit « Forêt d'Ossacre » d'une surface de 500 hectares environ, sis dans la Subdivision de Kandé et Cercle de Mango et dont les limites sont définies comme suit :

*Sont les points :*

- A) sur la route Ossacre-Kandé et à 400 m. à l'Est du Marché d'Ossacre,
- B) sur la route du barrage à 400 m. du Sud du Marché,
- C) extrémité Ouest du barrage,
- D) confluent des marigots Nassigou-Namey,
- E) source de Namey,
- F) sur la piste Ossacre-Soumboum et à 300 m. au Nord-Est de E selon une orientation magnétique de 350 gr.
- G) à l'arrivée sur la route Ossacre-Kandé de la piste de Soumboum (piste de l'ancien village d'Ossacre, actuellement camps Peuhl).

*Les limites sont :*

- AB — conventionnelle
- BC — route du barrage
- CD et } cours du Nassigou et du Namey
- DE }
- EF — conventionnelle
- FG — piste Ossacre-Soumboum.

*Zone protégée des jeux : moitié Nord.*

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — La répression des infractions aux prescriptions de la présente loi s'effectuera conformément aux dispositions du Titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le Chef du Service des Eaux-et-Forêts, le Chef de Subdivision de Kandé et le Commandant de Cercle de Mango sont chargés de l'exécution de la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957.

Pour le Premier Ministre absent,

*Le Ministre d'Etat  
chargé des Affaires courantes,*

F. MAMA.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage  
et des Eaux et Forêts,*

A. MEATCHI

#### LOI N° 57-10 du 28 mars 1957 portant création de la Subdivision de Bafilo (Cercle de Sokodé).

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans le ressort territorial du Cercle de Sokodé, une Subdivision ayant pour chef lieu Bafilo.

ART. 2. — La Subdivision de Bafilo est constituée par les cantons de Bafilo, de Dako, de Kommondé.

ART. 3. — La présente loi qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958 sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957.

P. le Premier Ministre absent,

*Le Ministre d'Etat, chargé  
des Affaires courantes,*

F. MAMA.

#### LOI N° 57-11 du 28 mars 1957 protégeant le drapeau Togolais.

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté.

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

**ARTICLE UNIQUE.** — L'outrage ou l'injure envers le drapeau Togolais, sous quelque forme qu'ils aient été prononcés ou proférés et qu'ils aient été faits verbalement ou par écrit, ou par quelque geste que ce soit, seront punis d'un emprisonnement de 15 jours à 3 mois et d'une amende de 10.000 francs à 50.000 francs ou l'une de ces deux peines seulement.

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957.

P. le Premier Ministre absent,  
Le Ministre d'Etat,  
chargé des Affaires courantes,  
F. MAMA

**LOI N° 57-12 du 28 mars 1957 modifiant la loi n° 56-4 fixant la date des élections municipales.**

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** — Les élections aux conseils municipaux des Communes de la République Autonome du Togo auront lieu à une date qui sera fixée par décret en Conseil des Ministres après promulgation de la loi sur l'organisation municipale.

**ART. 2.** — Les pouvoirs des Conseils Municipaux actuellement en fonction sont prorogés jusqu'à la date de leur renouvellement.

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957

P. le Premier Ministre absent;  
Le Ministre d'Etat  
chargé des Affaires courantes,  
F. MAMA.

**LOI N° 57-13 du 28 mars 1957 modifiant les articles 5 et 14 de la Loi Organique N° 56-2 du 18 septembre 1956.**

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 5 de la Loi Organique du 18 Septembre 1956 est ainsi modifié :

« L'exercice du mandat de membre de l'Assemblée Législative est incompatible avec l'exercice des fonctions publiques rémunérées sur les fonds de la République Française, de la République Autonome du Togo ou d'une collectivité publique quelle qu'elle soit.

En conséquence, toute personne émergeant aux fonds précités sera mise d'office dans la position de détachement si dans les trente jours qui suivent son élection elle n'a pas fait connaître qu'elle n'accepte pas le mandat qui lui a été confié.

Toutefois, par exception, l'exercice du mandat de Député demeure compatible avec les fonctions de chef traditionnel.

**ART. 2.** — L'article 14 de la Loi Organique du 18 septembre 1956 est complété par les dispositions suivantes :

« Si le mandat qu'il délient comporte une rémunération moindre, le fonctionnaire détaché pour exercer une fonction publique élective continuera à percevoir la rémunération afférente à son grade et à son échelon et les avantages pécuniaires auxquels il pouvait prétendre avant son élection. Il pourra prétendre, en outre, aux avantages en nature prévus par la réglementation en vigueur. »

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 mars 1957.

Pour le Premier Ministre absent;  
Le Ministre d'Etat  
chargé des Affaires courantes,  
F. MAMA.

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications,  
F. MAMA.

Pour le Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan absent;  
Le Ministre d'Etat,  
chargé des Affaires courantes,  
F. MAMA.

Le Ministre des Finances,  
G. APÉDO-AMAH.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,  
P. SCHNEIDER.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts,  
A. MEATCHI.

Le Ministre de la Santé Publique;  
R. JOHNSON.

Le Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de l'Instruction Publique,  
Léonard B. YWASSA.

Le Ministre de l'Information et de la Presse,  
E. FIWOO.

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

### PREMIER MINISTÈRE

**DECRET N° 57-51 du 16 avril 1957 portant organisation des Services et Bureaux du Ministère d'Etat.**

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu le décret n° 57-359 du 22 mars 1957 modifiant le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956, portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret n° 57-44 du 3 avril 1957 déterminant les attributions du Premier Ministre;

Le conseil de cabinet entendu,

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'organisation des Services et Bureaux du Ministère d'Etat est réglée dans les conditions précisées par le présent décret.

ART. 2. — Les services et bureaux sont répartis entre :

- 1°) — La Direction du Cabinet
- 2°) — Les Services de l'Intérieur, comprenant :
  - a). La Direction de l'Intérieur
  - b). L'Inspection et la Direction de la Garde Togolaise.
  - c). La Direction de la Police et de la Sécurité intérieure.
- 3°) — La Direction des Postes et Télécommunications.

ART. 3. — Le Directeur et l'Inspecteur de la Garde Togolaise sont placés sous l'autorité directe du Ministre d'Etat.

ART. 4. — Un Conseiller Technique peut être désigné par arrêté du Ministre d'Etat.

ART. 5. — Le Ministre d'Etat peut accorder délégation de signature à l'exclusion du contreseing des décrets.

ART. 6. — Les attributions des services relevant du Ministère d'Etat seront fixées par arrêtés du Ministre d'Etat.

ART. 7. — Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le Ministre d'Etat prend tous actes nécessaires au fonctionnement et à la bonne marche des Services dont il a la direction et la responsabilité.

Sont réservés à la signature du Premier Ministre :

1°) — Les actes concernant la défense des intérêts de la République Autonome du Togo dans les instances contentieuses, les actes reconnaissant les Chefs de canton, les actes portant nomination des Présidents des Tribunaux de droit local, les actes prescrivant des recensements, et; d'une manière générale, tout texte assorti de sanction.

2°) — Les actes fixant les tarifs postaux, télégraphiques et téléphoniques dans tous les régimes.

— Les actes portant désignation du ou des représentants de la République Autonome du Togo aux conférences plénières de l'Union Postale Universelle et de l'Union Internationale des Télécommunications.

— Les actes portant désignation du représentant de la République Autonome du Togo, aux séances du Conseil d'Administration de l'Office administratif Central des Postes et Télécommunications d'outre-mer à Paris.

— Les actes portant ouverture de nouvelles liaisons radioélectriques internationales.

ART. 8. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

ART. 9. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 16 avril 1957.

F. MAMA.

*DECISION N° 57-D/PM/MF du 12 avril 1957 accordant une Contribution de la République Autonome du Togo aux dépenses du Fonds Commun de la Recherche Scientifique et Technique outre-mer, au titre de l'Exercice 1957 (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestre 1957).*

Le Premier Ministre;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté interministériel en date du 21 septembre 1955 fixant la contribution des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, au Fonds Commun de la Recherche Scientifique et Technique;

Vu les prévisions budgétaires;

### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Une contribution de la République Autonome du Togo, de Deux millions sept cent cinquante mille francs africains (2.750.000 CFA) soit Cinq millions cinq cents mille francs métropolitains (5.500.000 frs métr.) aux dépenses de fonctionnement du Fonds Commun de la Recherche Scientifique et Technique outre-mer à Paris, est accordée à cet organisme au titre de l'Exercice 1957 (premier et deuxième trimestre 1957).

ART. 2. — Le montant de cette contribution sera mandaté par les soins du Chef du Service Administratif Central de la France d'outre-mer, par virement au compte n° 15-45 Fonds Commun de la Recherche Scientifique et Technique outre-mer, ouvert dans les écritures de l'Agent Comptable Central du Trésor et dans celles du Payeur Général de la Seine, chargés de centraliser les opérations de recettes et de dépenses du Fonds Commun.

ART. 3. — La dépense correspondante est imputable au Budget Général du Togo, Exercice 1957 chapitre 31 article 5.

ART. 4. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 12 avril 1957.

Pour le Premier Ministre absent;

Le Ministre d'Etat

chargé des Affaires courantes,

F. MAMA.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances p. i.;

A. MEATCHI.



**ARRETE N° 71/PM/INT/PT.** du 13 avril 1957 fixant pour 1957 les **taux journaliers des allocations aux enfants métis.**

Le **Premier Ministre**;

Vu le **décret n° 56-847** du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la **loi togolaise n° 56-2** du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 607 du 26 novembre 1954 portant réglementation des allocations attribuées aux jeunes métis résidant au Territoire et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 404-56/FP. du 9 mai 1956 fixant les taux journaliers des allocations aux jeunes métis;

Vu la lettre en date du 3 avril 1957 du Ministre des Finances p.i. du Togo;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Les taux journaliers des allocations attribuées aux enfants métis résidant au Territoire sont fixés comme en 1956 comme suit :

AGES	Métis entretenus par les familles ou abandonnés	Métis entretenus par les missions ou des établissements publics ou privés
Jusqu'à 7 ans	20	30
De 7 à 10 ans	25	35
De 10 à 16 ans	35	45

**Art. 2.** — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 avril 1957.

Pour le Premier Ministre absent;

*Le Ministre d'Etat  
chargé des Affaires courantes;*

F. MAMA.

### Nominations

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre :

**N° 53/D/PM.** du :

5 avril 1957. — M. Pécheux; Rédacteur de 3<sup>e</sup> classe de l'Administration Générale de la France d'outre-mer; Adjoint au Commandant de Cercle de Klouto, est nommé Président du Tribunal du deuxième degré de Klouto, en remplacement de M. Giard Louis; Administrateur de la F.O.M.; titulaire d'un congé administratif.

**N° 55/D/PM.** du :

11 avril 1957. — M. Pierret Alain; Administrateur-Adjoint 3<sup>e</sup> échelon de la France d'outre-mer; Commandant de Cercle p.i. et Administrateur-Maire p.i. de la Commune-Mixte de Tsévié, est nommé Président du Tribunal du deuxième degré de Tsévié, en remplacement de M. Hervé Marcel; Administrateur 3<sup>e</sup> échelon de la F.O.M., appelé à d'autres fonctions.

**N° 72/PM.** du :

13 avril 1957. — M. Mermet Philippe; Administrateur en Chef de la France d'outre-mer, est nommé Commissaire du Gouvernement pour les affaires togolaises près le Conseil du Contentieux Administratif du Togo.

**N° 29/PM-F.** du :

15 avril 1957. — M. Agbertssi Issa est nommé Agent de Police stagiaire, en remplacement numérique de l'Agent Bayao Bitoko, licencié.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 15 avril 1957.

**N° 73/PM.** du :

17 avril 1957. — M. Trottmann, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture; de l'Elevage et des Eaux et Forêts est désigné pour siéger au Comité de Gestion de la Caisse de Stabilisation des Prix du cacao en qualité de Commissaire de Gouvernement, en remplacement de M. Dubreuil; en instance de départ en congé.

**N° 76/PM.** du :

19 avril 1957. — Est nommé Directeur de l'Intérieur, au Ministère d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications, M. Hervé Marcel, Administrateur 3<sup>e</sup> échelon de la France d'outre-mer.

### Passages à l'échelon supérieur

**N° 289/D/PM.-FP.** du :

5 avril 1957. — Est constaté, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M. Bruce Emmanuel Georges; Géomètre ordinaire de 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, qui passe Géomètre ordinaire 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon.

**N° 290/D/PM-FP.** du :

5 avril 1957. — Est constaté, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1957, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M. Sitti Gratien; Surveillant de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, du cadre supérieur des Travaux Publics du Togo, qui passe Surveillant de 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon.

N° 291/D/PM-FP. du :

5 avril 1957. — Est constaté, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M. Gbegnedji Venance, Surveillant principal après 18 mois du cadre local des Travaux Publics du Togo, qui passe Surveillant principal après 36 mois.

#### Affectations

N° 288/D/PM-FP. du :

4 avril 1957. — M. Pech Gaston, Ingénieur adjoint de 3<sup>e</sup> classe du cadre général des Travaux Publics de la France d'outre-mer, de retour de congé et arrivé à Lomé par le S/S « Banfora »; le 4 avril 1957, est mis à la disposition du Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan à Lomé.

N° 295/D/PM-FP. du :

5 avril 1957. — M. Samarcq Pierre, Vérificateur principal de 1<sup>re</sup> classe des Douanes et Régies de l'Indochine, de retour de congé et arrivé à Lomé le 27 mars 1957 par le paquebot « Mangin »; est mis à la disposition du Ministre des Finances.

N° 296/D/PM-FP. du :

6 avril 1957. — M. Hartz Raymond, Maréchal des Logis de Gendarmerie, de la Brigade de Gendarmerie de Lomé, est mis à la disposition de M. le Ministre, Chargé de l'Intérieur.

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1957.

N° 300/D/PM-FP. du :

11<sup>er</sup> avril 1957. — M. Pasquine-Galland Bernard, Ingénieur de 2<sup>e</sup> classe; 3<sup>e</sup> échelon des Eaux et Forêts du cadre de Madagascar, nouvellement affecté au Togo et arrivé à Lomé par avion venant de Madagascar le 7 avril 1957, est mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts.

N° 308/D/PM-FP. du :

15 avril 1957. — M. Bruce Edo Godfroid, Commis d'administration adjoint de 5<sup>e</sup> classe, en service à Atakpamé, est mis à la disposition du Ministre des Finances à Lomé.

M. Idrissou Boukari, Commis d'administration adjoint de 5<sup>e</sup> classe, en service à Sokodé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de M. Bruce Godfroid.

#### Détachement

N° 30/PM-FP. du :

15 avril 1957. — M. Fleury Adrien, Chef de gare de 1<sup>re</sup> classe échelle 8 échelon 4 du cadre supérieur des Chemins de fer de la République Autonome du

Togo, est, pour compter de la veille de son embarquement en France, détaché auprès du Haut-Commissariat de la République Française au Cameroun pour une période maximum de 5 ans.

Les émoluments de M. Fleury seront, pendant toute la durée de son détachement, à la charge du budget du Cameroun.

Les versements des retenues ainsi que la contribution supplémentaire pour pension seront effectués conformément à la réglementation en vigueur.

#### Témoignage de satisfaction

N° 304/D/PM-FP. du :

13 avril 1957. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à l'Infirmier Principal 3<sup>e</sup> échelon d'Almeida Jean en service à la subdivision Sanitaire de Mango pour le motif suivant :

Infirmier chargé du dispensaire de Kandé où règnent un ordre et une propreté remarquables, s'acquitte de sa tâche avec un zèle et une conscience professionnelle dignes d'éloges.

#### Cours du soir au C F T et Wharf du Togo

N° 52/D/PM/CFT. du :

5 avril 1957. — M.M. Agbalé Jean et Akué Théophile, tous deux moniteurs de 5<sup>e</sup> classe du cadre local de l'Enseignement du Togo, sont autorisés à donner des cours du soir à certains agents du Réseau des CFT. et du Wharf dans les conditions définies par les textes en vigueur.

Les nouvelles attributions de ces agents seront retribuéés en heures supplémentaires au taux de 90 francs l'heure.

Le montant de cette dépense sera supporté par le budget annexe des C.F.T.

La présente décision a effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957.

#### Résiliation de Contrat

N° 305/D/PM-FP. du :

15 avril 1957. — Le contrat de travail en date du 19 janvier 1956 consenti à M. Lamy-Quique René, Agent de l'Agriculture du Togo, est résilié sur sa demande; pour compter du 16 avril 1957.

En vertu des dispositions du 2<sup>e</sup> paragraphe (alinéa a) de l'article 10 de son contrat, le montant des frais de transport aller et retour incombant à l'Administration, sera calculé au prorata du temps de service que M. Lamy-Quique a effectivement accompli au Togo, soit 5 mois 10 jours.

**Licenciement**

N° 27/PM-FP. du :

9 avril 1957. — M. Bitoko Bayao, Agent de Police stagiaire du cadre local du Togo, en service à Tsévié, est licencié de son emploi, pour inaptitude professionnelle.

Le présent arrêté aura effet pour compter du lendemain de la date de sa notification à l'intéressé.

**Retraite**

N° 31/PM-FP. du :

18 avril 1957. M. Kpoklo Cadjovi, ouvrier principal de 1<sup>re</sup> classe du cadre local des Chemins de fer et du Wharf du Togo, est admis d'office, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour invalidité non imputable au Service, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1957, avec dispense de la condition d'âge.

**Bourse**

N° 74/PM/MEP/MA/AG. du :

17 avril 1957. — Il est attribué à M. N'Diaye Dem Ousmane de Bel-Espoir — Boursier de l'Etat Français sur les fonds du F.I.D.E.S. « Encadrement de la Production Agricole »; une somme globale évaluée à quarante quatre mille six cent cinquante francs CFA (44.650 francs CFA) — soit en francs métropolitains quatre vingt neuf mille trois cents (89.300 frs métr).

Cette somme est destinée à régler d'une part à M. N'Diaye Dem Ousmane de Bel-Espoir, les frais de vacances non prévus sur la Bourse d'Etat dont il bénéficie, d'autre part, certains frais scolaires complémentaires pour l'année 1956-57.

Elle se décompose de la façon suivante :

Vacances de Noël 1956-57. . . . .	14.000 frs métr
Vacances de Pâques 1956-57. . . . .	17.000 frs métr
Grandes vacances (août-septembre) . . . . .	50.000 frs métr
Assurance. . . . .	450 frs métr
Frais de blanchissage (10 mois). . . . .	6.850 frs métr
Dépôt de garantie scolaire. . . . .	1.000 frs métr
<b>Total . . . . .</b>	<b>89.300 frs métr</b>

M. N'Diaye Dem Ousmane de Bel-Espoir bénéficie d'une bourse annuelle de quatre vingt trois mille francs métropolitains attribuée par l'Etat Français sans autre supplément de pensions.

La somme attribuée sera mandatée au nom de l'Econome de l'Ecole Régionale d'Agriculture des Trois-Croix-Rennes (Ille et Vilaine) — en virement au Compte-Chèque-Postal 9403-72 — fait par M. le Trésorier-Payeur, à charge à l'Econome d'en justifier l'emploi à l'Ordonnateur-Délégué et au Contrôleur Financier du Togo.

**MINISTÈRE D'ETAT, DE L'INTERIEUR  
ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**ARRETE** N° 34/INT/PTT. du 6 avril 1957 habilitant le Chef du Service des Postes et Télécommunications à désigner des Agents de contrôle de la Radiodiffusion privée.

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 577/D/PTT. du 12 juillet 1952 portant réglementation en matière de radiodiffusion privée;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications,

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le Chef du Service des Postes et Télécommunications du Togo est habilité à désigner par note de service trois Agents du Cadre Général des Postes et Télécommunications de la France d'outre-mer et trois Agents du Cadre Supérieur des Postes et Télécommunications du Togo, à l'effet d'exercer des visites de contrôle aux domiciles des particuliers en vue de vérifier l'application des dispositions de l'arrêté n° 577/D/PTT. du 12 juillet 1952 précité.

**ART. 2.** — Les Gérants des bureaux de postes sont également habilités à exercer le même contrôle dans les mêmes conditions.

**ART. 3.** — Les Agents du Service des Postes et Télécommunications ne pourront procéder aux vérifications nécessaires aux domiciles des particuliers qu'entre le lever et le coucher du soleil et avec l'accord exprès des intéressés.

**ART. 4.** — En cas de refus opposé par les particuliers aux Agents du Service des Postes et Télécommunications, un procès verbal sera adressé par ceux-ci et transmis à la Direction des Postes et Télécommunications.

**ART. 5.** — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Lomé, le 6 avril 1957.

F. MAMA.

**ARRETE** N° 36/INT/PT. relatif aux indemnités de déplacements et de maintien de l'ordre.

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 février 1950 sur les frais de déplacements des Militaires de l'Armée de Terre en service dans les Territoires relevant du Ministère de la F.O.M.

Vu l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> mars 1954, fixant les taux des indemnités de déplacements;

Vu la Circulaire n° 09924 AM/INT/1 du 24 mai 1954 relative aux nouveaux tarifs des indemnités pour frais de déplacements et maintien de l'ordre,

# ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Les indemnités de déplacements et de maintien de l'ordre sont, en ce qui concerne le personnel de la Gendarmerie affecté à l'encadrement de la Garde Togolaise, pris en charge par le Budget Général de la République Autonome du Togo.

**ART. 2.** — Le tarif de ces indemnités est fixé par la Circulaire n° 09924/AM/INT/1/4100 du 24 mai 1954 prise en application de l'arrêté interministériel précité.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 avril 1957.

F. MAMA.

Par le Ministre d'Etat :

*Le Ministre des Finances p. i.*

A. MÉATCHI.

**ARRETE N° 37/INT/PT. du 10 avril 1957 portant gratifications aux personnels de la Police en service à Lomé.**

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 302 du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du Cadre local des agents de Police;

Vu l'arrêté n° 100-51/F. du 3 Février 1951, réglant l'attribution d'indemnités pour heures supplémentaires;

Vu les nécessités du Service,

# ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Par dérogation à la réglementation en vigueur il pourra être accordé, à titre

exceptionnel, des gratifications aux personnels de la police en service à Lomé.

**ART. 2.** — Le montant mensuel de cette gratification est fixé à 1.500 francs par mois.

**ART. 3.** — Ces gratifications seront payées aux agents méritant sur le vu d'une liste nominative; établie par le chef de service intéressé et approuvée par l'ordonnateur délégué.

**ART. 4.** — Le présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957.

Lomé, le 10 avril 1957.

F. MAMA.

Par le Ministre d'Etat :

*Le Ministre des Finances p. i.*

A. MÉATCHI.

**ARRETE N° 39/ME/INT. du 12 avril 1957 portant approbation des modifications proposées à l'intérieur d'un chapitre du Budget Primitif 1957 de la Commune d'Atakpamé.**

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret n° 57-31 du 22 février 1957 portant approbation du budget primitif de la Commune d'Atakpamé pour l'exercice 1957;

Vu le Procès-verbal en date du 29 mars 1957 de la Commission Municipale d'Atakpamé;

Vu la lettre n° 761 du 5 avril 1957 de l'Administrateur-Maire d'Atakpamé,

# ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Sont approuvées les modifications suivantes proposées à l'intérieur de chapitre VII du Budget primitif de la Commune d'Atakpamé exercice 1957:

Articles	Nature des travaux	Crédits Primitivement fixés	Crédits nouveaux proposés
1	Réfection des rues et caniveau	100.000	100.000
2	Goudronnage des rues	1.200.000	1.609.500
3	Construction du Dispensaire	1.200.000	1.200.000
4	Latrines Publiques	510.000	Néant
5	Achèvement Stade Municipal	250.000	75.000
6	Participation de la Commune au Financement de la construction du campement Hôtel.	Néant	275.500
Total :		3.260.000	3.260.000

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 avril 1957.

F. MAMA.

#### Nomination

Par arrêtés et décisions du Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications :

N° 26/INT/PT/Cab. du :

2 mars 1957. — Est nommé Conseiller Technique du Ministère d'Etat chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications M. Hervé Marcel; Administrateur 3<sup>e</sup> échelon de la France d'outre-mer.

Le présent arrêté prendra effet du 1<sup>er</sup> mars 1957.

#### Affectation

N° 35/INT/PT du :

8 avril 1957. — Hartz Raymond, Maréchal des Logis Chef de Gendarmerie, est nommé Commissaire de Police de la ville de Lomé, en remplacement de M. Pauc Pierre; Commissaire Principal de 3<sup>e</sup> classe, titulaire d'un congé administratif.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de notification aux intéressés.

#### Témoignage de satisfaction

N° 15/INT/PT. du :

11 avril 1957. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. Dossouvi André; Inspecteur du cadre supérieur de la Police de Togo, Commissaire de Police d'Anécho, pour le motif suivant :

« Par sa tenacité et sa compétence a permis l'arrestation à Anécho et à Ouidah les 28 et 29 mars 1957 de trois individus inculpés du crime perpétré le 11 décembre 1951 sur la personne du Sieur Toulassi Agbessessi, gardien à la maison UAC d'Anécho ».

#### Restes mortels

N° 40-57/INT/PT. du :

15 avril 1957. — Sont autorisés le débarquement et l'inhumation à Lomé des restes mortels de M. François Byll Cataria, ancien employé de commerce à la Cie. FAO de Sedhiou (Sénégal) décédé le 29 mai 1956.

### MINISTÈRE DES FINANCES

#### Affectation

Par décision du Ministre des Finances :

N° 33/MF. du :

8 avril 1957. — M. Samarcq Pierre; vérificateur principal de 1<sup>re</sup> classe des Douanes et Régies de l'Indochine, est mis à la disposition du Chef du Service des Douanes.

### MINISTÈRE DES MINES, DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

N° 373/A/MTP/TP. du :

17 avril 1957. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 22 avril 1957 au 6 mai 1957 au sujet de l'installation d'une cuve à essence à Lomé par l'Unelco. Cet établissement fait partie de la 2<sup>e</sup> classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'Administrateur-Maire, Commandant de Cercle de Lomé pendant quinze jours à partir du 22 avril 1957 pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures; les jours ouvrables, aux personnes qui désireront en prendre connaissance. La publication de cette enquête dont l'Administrateur-Maire de Lomé a la charge sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

L'Administrateur-Maire de la Commune de Lomé est désigné comme Commissaire enquêteur.

Après clôture, l'Administrateur-Maire de Lomé dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

N° 375/MTP/TP. du :

17 avril 1957. — La John Walkden et Cie. est autorisée à installer à Sokodé une citerne à essence de 8.000 litres; conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette Société et joints à sa demande du 23 novembre 1956.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté 899-55/TP. du 4 novembre 1955 à 1.500 francs par an.

L'établissement ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

N° 377/MTP/TP. du :

17 avril 1957. — Le Service de l'Elevage est autorisé à installer à Atakpamé un abattoir, conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette Société et joints à sa demande du 14 décembre 1956.

La présente autorisation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP. du 4 novembre 1955 à 5.000 francs par an.

L'Etablissement ci-dessus reste soumis à la législation actuelle ou à venir, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Nomination

Par arrêtés et décisions du Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan :

N° 327/D/MTP/TP. du :

4 avril 1957. — M. Pech Gaston; Ingénieur Adjoint de 2<sup>e</sup> classe du Cadre Général des Travaux Publics de la F.O.M., mis à la disposition du Ministre des Mines, des Travaux Publics, des Transports, de l'Economie et du Plan par décision n° 288/D/PM/FP du 4 avril 1957, est nommé Chef de la Subdivision des Travaux Publics du Centre avec résidence à Atakpamé, en remplacement de M. Maréchal Albert, Ingénieur Adjoint de 1<sup>re</sup> classe de la F.O.M. parti en congé.

M. Pech Gaston est chargé :

1<sup>er</sup> — de constater :

a) les infractions à la police et à la conservation du domaine public;

b) les infractions à la réglementation des carrières et des conditions d'exploitation;

c) les infractions en matière de production industrielle;

d) les infractions à la réglementation routière sur la protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au Togo;

2<sup>e</sup> — d'inspecter les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes;

3<sup>e</sup> — de faire passer l'examen en vue de la délivrance de certificat de capacité pour la conduite des véhicules automobiles aux postulants résidant dans les Cercles du Centre et assurer la réception des véhicules automobiles.

M. Pech devra, préalablement à l'accomplissement des fonctions prévues à l'article précédent, prêter serment.

#### Engagement

N° 306/MTP. du :

1<sup>er</sup> avril 1957. — M. Borma Raphaël est engagé comme Planton journalier au Ministère des Travaux Publics, Mines, Transports, Economie et Plan, en remplacement de M. Gnanoutché Edwin; planton permanent du C.F.T.; démissionnaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957 et dont la solde jusqu'à cette date était supportée par le Budget du C.F.T.

M. Borma Raphaël percevra un salaire mensuel de 5.040 frs (cinq mille quarante francs).

La dépense est imputable au Chap. 7, Art. 4.

La présente décision a effet pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1957.

#### Cessations de fonctions

N° 236/MTP/CFT. du :

16 mars 1957. — Est constatée pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1957 et conformément aux dispositions de l'article 11, Paragraphe A 2<sup>e</sup> alinéa de la Convention collective ferroviaire rendue applicable par arrêté n° 940-54/ITLS. du 14 octobre 1954, la cessation de fonctions de M. Akli Sekou, Gréeur permanent Mle 10.940 Echelle D échelon 9, né en 1901, engagé au Réseau le 15 avril 1931, atteint par la limite d'âge.

M. Akli Sekou qui compte plus de vingt ans d'ancienneté de service, peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère annuelle égale à 15% du salaire moyen des douze derniers mois pour chaque année de présence dans les conditions définies par les textes en vigueur.

Il sera en outre mandaté en faveur de M. Akli Sekou qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 29 mars 1955 et qui par contre a obtenu 2 jours de permission d'absence exceptionnelle le 3 janvier 1957; une indemnité compensatrice de congé égale à 24 jours de salaire.

N° 245/MTP/CFT. du :

18 mars 1957. — Est constatée pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1957 et conformément aux dispositions de l'article 11, Paragraphe A, 2<sup>e</sup> alinéa de la Convention collective ferroviaire rendue applicable par l'arrêté n° 940-54/ITLS. du 14 octobre 1954, la cessation de fonctions des agents permanents ci-après désignés en service au Réseau des Chemins de fer et du Wharf du Togo, atteints par la limite d'âge :

MM. Denkey Alex n° Mle 10.418; Chef de train Ech. F. éch. 9, né en 1901 embauché le 28 mars 1932 (Exploitation)

Adam Tagba n° Mle 10.198, Peintre Ech. F. éch. 8, né en 1899, embauché le 8 août 1935 (Traction)

Akligou Koffi n° Mle 10.943, Gréeur Ech. D éch. 9, né en 1900, embauché le 2 mai 1931 (Wharf)

Ces agents qui comptent plus de 20 ans d'ancienneté de service (embauchés les 28 mars 1932, 8 août 1935 et 2 mai 1931), peuvent prétendre au bénéfice d'allocation viagère égale à 15% du salaire moyen des douze derniers mois de présence dans des conditions définies par les textes en vigueur.

En outre, il sera mandaté en leur faveur, des indemnités compensatrices de congé dans les conditions suivantes :

13 j. de salaire à M. Adam Tagba (n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 13 avril 1956).

26 j. de salaire à M. Akligo Koffi (n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 22 octobre 1954).

3 j. de salaire à M. Denkey Alex dont le dernier congé a expiré le 23 janvier 1957

N° 246/MTP/CFT. du :

18 mars 1957. — Est constatée pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1957 et conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe A, 2<sup>o</sup> alinéa de la Convention collective rendue applicable par l'arrêté n° 910-54/IT LS du 11 octobre 1954, la cessation de fonctions des agents permanents ci-après désignés en service au Réseau des Chemins de fer et du Wharf du Togo, atteints par limite d'âge :

MM. Gbaguidi Houton n° Mle 10.279, Chef-Man.  
Ech. D éch. 4, né en 1900, engagé 27 janvier

1949 Exploitation

Meliké Alassani n° Mle 10.444, Chef-Man.

Ech. E éch. 8, né en 1902 engagé 1 janvier

1939 Exploitation

Raymondo Félix n° Mle 10.292, Chef de train

Ech. F éch. 5, né en 1902 engagé 26 mars

1946 Exploitation

Lokonon Yémoan n° Mle 10.513, Jardinier

Ech. C éch. 5, né en 1902, engagé en

1946 V. Bâtiments

Issaka Taraoré n° Mle 10.034, Gardien Ech. C

éch. 2, né en 1884 engagé 1<sup>er</sup> décembre

1946 Exploitation

Ces agents qui comptent plus de trois ans d'ancienneté de service (embauchés respectivement : le 27 janvier 1949, 1<sup>er</sup> janvier 1939, 26 mars 1946 en 1946 et le 1<sup>er</sup> décembre 1952), peuvent prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement égale à 20% du salaire moyen des douze derniers mois pour chaque année de présence sans que cette indemnité puisse dépasser quatre mensualités.

En outre, il sera mandaté en leur faveur, des indemnités compensatrices de congé dans les conditions suivantes :

11 jours de salaire à M. Gbaguidi Houton (n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 15 mai 1956)

26 jours de salaire à M. Meliké Alassani (n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 23 juillet 1954)

11 jours de salaire à M. Raymondo Félix (n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 14 mai 1956)

26 jours de salaire à M. Lokonon Yémoan (n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 26 novembre 1954)

26 jours de salaire à M. Issaka Taraoré (n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 15 décembre 1953).

#### Abandon de poste

N° 330/MTP/CFT. du :

5 avril 1957. — Est considéré comme démissionnaire au titre du dernier alinéa de l'annexe à l'arrêté n° 703-55/ITLS du 12 août 1955 pour compter du 2 mars 1957, le Docker Permanent Mawulé Drah n° Mle 11.124, Echelle C échelon 3 en service au Réseau

des Chemins de fer du Togo (Wharf) en position d'absence irrégulière depuis cette date.

En raison du motif de son licenciement, M. Mawulé Drah ne peut prétendre ni à préavis, ni au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

Toutefois, il sera mandaté en faveur de M. Mawulé qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 1<sup>er</sup> avril 1956 et qui par contre a obtenu 3 jours de permission d'absence exceptionnelle le 22 novembre 1956, une indemnité compensatrice de congé égale à 8 jours de salaire.

N° 331/MTP/CFT. du :

5 avril 1957. — Est considéré comme démissionnaire au titre du dernier alinéa de l'annexe à l'arrêté n° 703-55/ITLS du 12 août 1955, pour compter du 4 mars 1957, le Canotier Permanent Koffi Ananivi n° Mle 11.603 Echelle C échelon 1, en service au Réseau des Chemins de fer du Togo (Wharf), en position d'absence irrégulière depuis cette date.

En raison du motif de son licenciement, M. Koffi Ananivi ne peut prétendre ni à préavis, ni à l'indemnité de licenciement.

Toutefois, il sera mandaté en faveur de M. Koffi qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis son embauche le 12 août 1954, une indemnité compensatrice de congé égale à 26 jours de salaire.

#### Démissions

N° 194/MTP/CFT. du :

8 mars 1957. — Est acceptée pour compter du 2 janvier 1957, la démission de son emploi offerte par le Poseur Permanent Dogou Afatchao n° Mle 11.619 Echelle A échelon 1 en service au Réseau des Chemins de fer et du Wharf (Voie et Bâtiments).

M. Afatchao qui compte moins de 10 ans d'ancienneté de service (date d'embauche : 20 avril 1955) ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

Toutefois, M. Afatchao qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 17 septembre 1956 aura droit à une indemnité compensatrice de congé égale à 3 jours de salaire.

N° 197/MTP/CFT. du :

8 mars 1957. — Est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1957, la démission de son emploi offerte par l'Agent Permanent Tettey William n° Mle 10.021 Echelle E échelon 2 en service au Réseau des Chemins de fer et du Wharf (Voie et Bâtiments).

M. William qui compte moins de dix ans d'ancienneté de service (embauché le 1<sup>er</sup> avril 1953) ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

Toutefois, il sera mandaté en faveur de M. William qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 22 novembre 1955, une indemnité compensatrice de congé égale à 17 jours de salaire.



## N° 199/MTP./CFT. du :

8 mars 1957. — Est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> février 1957, la démission de son emploi offerte par le Chef-Manœuvre Permanent Djinekou Kouami n° Mle 11.088 Echelle D échelon 6 en service au Réseau des Chemins de fer et du Wharf (Voie et Bâtiments).

M. Djinekou qui compte plus de 10 ans et moins de 20 ans d'ancienneté de service (embauché le 8 août 1944) et dont la démission est acceptée dans les conditions définies par l'article 11 de la Convention collective ferroviaire, peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement égale à 20% du salaire moyen des douze derniers mois pour chaque année de présence sans que cette indemnité puisse dépasser 4 mensualités.

En outre, M. Djinekou qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 30 avril 1956 aura droit à une indemnité compensatrice de congé égale à 9 jours de salaire.

## N° 244/MTP/CFT. du :

18 mars 1957. — Est acceptée pour compter du 31 mars 1957, la démission de son emploi offerte par le poseur Permanent Aoula Milasso n° Mle 10.549 Echelle A échelon 2 en service au Réseau des Chemins de fer et du Wharf du Togo (Voie et Bâtiments).

Engagé le 22 mars 1954, M. Aoula Milasso ne réunit pas les conditions d'ancienneté nécessaires au bénéfice de l'indemnité de licenciement soit 10 ans.

Toutefois, il sera mandaté en faveur de M. Milasso qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis sa date d'embauche le 22 mars 1954, et qui par contre a obtenu 8 jours de permission d'absence exceptionnelle le 8 mai 1956, une indemnité compensatrice de congé égale à 18 jours de salaire.

## N° 328/MTP/CFT.

4 avril 1957. — Est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1957, la démission de son emploi offerte par le Poseur Permanent Houbina Appolinaire n° Mle 10.799 Echelle A échelon 2, en service au Réseau des Chemins de fer et du Wharf du Togo (Voie et Bâtiments).

M. Houbina Appolinaire qui compte moins de dix ans d'ancienneté de service (embauché le 21 février 1954), ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

Toutefois, il sera mandaté en faveur de M. Houbina qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1956, une indemnité compensatrice de congé égale à 5 jours de salaire.

Indemnité

## N° 370/MTP/TP. du :

16 avril 1957. — L'Agent permanent Zinsou Paul, précédemment en service à la subdivision Hydraulique percevra l'indemnité compensatrice de congé ci-après.

Zinsou Paul, Pointeur 1<sup>re</sup> Catégoric, engagé le 5 janvier 1956, par décision n° 1/SEPH. du 6 janvier

1956; licencié le 4 mars 1957; par décision n° 121/MTP/TP. du 20 février 1957; n'a pas obtenu son congé.

Indemnité compensatrice de congé

15<sup>e</sup> jours soit =  $5.014 \times 15 + 1\% = 2.532$  frs  
30

(Deux mille cinq cent trente deux francs).

La présente dépense est payable sur les crédits du Budget Local, Exercice 1957.

Licenciements

## N° 216/MTP/CFT. du :

13 mars 1957. — Le Chef de train permanent Kpatcha Jean Mle 10.236 échelle E échelon 3 en service au Réseau des Chemins de fer et du Wharf (Exploitation), est licencié de son emploi pour faute lourde.

En raison du motif de son licenciement M. Kpatcha Jean ne peut prétendre ni à l'indemnité de licenciement ni à préavis.

Toutefois, il sera mandaté en faveur de M. Kpatcha; qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 13 février 1954, et qui en outre a obtenu trois (3) jours de permission exceptionnelle le 15 septembre 1956, une indemnité compensatrice de congé égale à 23 jours de salaire.

Le présent arrêté aura effet pour compter du lendemain de sa date de notification à l'intéressé.

## N° 247/MTP/CFT. du :

18 mars 1957. — Est considéré comme démissionnaire pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1956, au titre du dernier alinéa de l'annexe à l'arrêté n° 703-55/ITLS. du 12 août 1955 le Poseur permanent Dafaitom Badjoula N° Mle 10.749 échelle A échelon 2 en service au Réseau des Chemins de fer et du Wharf (Voie et Bâtiments), en position d'absence irrégulière depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1956.

En raison du motif de son licenciement, M. Dafaitom Badjoula ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

Toutefois, il sera mandaté en faveur de M. Badjoula qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis sa date d'embauche (21 février 1954) une indemnité compensatrice de congé égale à 26 jours de salaire.

Permis de conduire

## N° 302/MTP/TP. du :

30 mars 1957. — Les permis de conduire mentionnés ci-après sont retirés à leurs titulaires pour une durée de :

1<sup>o</sup>) *Trois Mois*

n° 5199 : (VL. PL et TC), délivré le 2 février 1954 à Porto-Novo au nommé Adandjekou Hounsou, né vers 1921 à Grand-Popo (Dahomey) domicilié à Lomé, quartier Abobokomé chez M. Kitti.



2<sup>o</sup>) Six Mois.

N° 3318 : (VL, PL et TC), délivré le 25 octobre 1955 à Lomé au nommé Amidou Aboubakari, né en 1923 à Atakpamé et y domicilié.

Il est interdit aux susnommés de conduire des véhicules pendant les périodes de suspension, même accompagnés de personnes titulaires de permis de conduire. Les récépissés de saisie des permis de conduire seront restitués immédiatement par les intéressés au Commandant du détachement de Gendarmerie de leur Cercle et adressés à la Direction des Travaux Publics pour être joints à leur dossier.

A l'expiration de la période de retrait le nommé, Amidou Aboubakari, pourra être sur sa demande, autorisé à subir à nouveau l'examen en vue de l'obtention de son permis de conduire.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORETS

Affectations - Mutations

Par décisions du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts :

N° 35/D/MA/EF. du :

12 octobre 1956. — Le Chauffeur de 1<sup>re</sup> catégorie, échelle A, Koghalou Aholou, précédemment en service à l'Inspection Forestière du Centre à Atakpamé, est affecté à Lomé et mis à la disposition de M. Dubreuil Jacques, Inspecteur de 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon, des Eaux et Forêts de la France d'outre-mer, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts.

N° 18/MA/EL. du :

8 avril 1957. — L'Infirmier-Vétérinaire adjoint 1<sup>er</sup> échelon, Komotaney Georges en service à Mango, est muté à Kandé, en remplacement de l'Infirmier-Vétérinaire Lembo Nas, titulaire d'un congé administratif.

L'Infirmier-Vétérinaire adjoint 1<sup>er</sup> échelon, Edoah François, en service à Niamtougou, est muté à Dapango.

L'Infirmier-Vétérinaire adjoint 3<sup>e</sup> échelon, Nadio Assakoua, en service à Dapango, est muté à Niamtougou.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1957.

N° 19/D/MA/AG. du :

10 avril 1957. — Les décisions n° 27/MA/Ag. du 4 décembre 1956 et n° 31/D/MA/Ag. du 26 décembre 1956 sont abrogées en ce qui concerne les intéressés désignés ci-après.

M. Gassou Anani Ernest, Ingénieur Contractuel du Service de l'Agriculture, Directeur de la Colonisation

Cabraise, est nommé Chef de la Circonscription Agricole de Lama-Kara et Directeur du Centre-Pilote de Tchitchao, avec résidence à Tchitchao, en remplacement de M. Lamy-Quique René, demissionnaire.

M. Royer Gilbert, Directeur du Centre-Pilote de Toaga, est chargé des travaux de la Colonisation Cabraise, avec résidence à Elavagnon, en remplacement de M. Gassou Anani Ernest, appelé à d'autres fonctions.

M. Lyser René, Chef de la Circonscription Agricole de Dapango, est nommé Directeur du Centre-Pilote de Toaga cumulativement avec ses fonctions actuelles, avec résidence à Dapango, en remplacement de M. Royer Gilbert, appelé à d'autres fonctions.

N° 20/D/MA/EF. du :

11 avril 1957. — M. Pasquine-Galan, Bernard, Jean, Ingénieur de 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon, des Travaux des Eaux et Forêts de Madagascar, Groupe III, Indice 300, détaché pour servir dans la République Autonome du Togo, mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts par décision n° 300-D/PM/EP. du 11 avril 1957 du Premier Ministre, est nommé Adjoint au Chef de l'Inspection Forestière de Sokodé avec résidence à Lama-Kara.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES  
SOCIALES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

*ARRETE N° 13/MIP. du 6 avril 1957 fixant les effectifs des différentes catégories du personnel de l'Enseignement Privé entrant dans le calcul de subvention pour l'année 1957.*

Le Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de l'Instruction Publique;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 2/PM. du 27 septembre 1956, fixant les attributions des Ministères en matière de personnel;

Vu l'arrêté n° 148/F. du 21 février 1947 réglementant les subventions octroyées aux établissements d'Enseignement Privé modifié par les arrêtés 827/F. du 4 décembre 1947, 80/F. du 23 janvier 1948, 197-49/F. du 14 mars 1949, 287-49/F. du 30 mars 1949 modifiant l'arrêté n° 197-49/F. du 14 mars 1949;

Vu l'arrêté n° 155-50/E. du 21 février 1950 modifiant à nouveau l'article 5 de l'arrêté n° 148/F. du 21 février 1947;

Vu l'arrêté n° 249-51/F. du 11 avril 1951 réglementant à nouveau l'octroi des subventions aux établissements d'enseignement privé du Togo;

Vu la circulaire ministérielle n° 2910/SEC du 12 octobre 1954

Vu l'arrêté n° 455/1A. du 24 mai 1956 modifiant les articles 4,5,6,7 de l'arrêté n° 249-51/F. du 11 avril 1951 réglementant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement privé du Togo;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — En attendant le vote définitif du Budget, les effectifs des différentes catégories du

personnel de l'Enseignement Privé entrant dans le calcul de la subvention sont fixés provisoirement; pour l'année 1957; comme l'indique le tableau suivant:

CATEGORIE	Mission Catholique	Mission Evangélique	Mission Méthodiste
Titulaire d'une agrégation	—	—	—
Titulaire d'un CAPES ou d'un CA	—	1	—
Titulaire d'une licence d'enseignement	6	2	—
Titulaire du Baccalauréat	15	2	—
Titulaire du B.E. ou du B.E.P.C. ou ayant satisfait aux épreuves de l'institutat	51	7	—
Ayant satisfait aux épreuves du monitorat de l'Enseignement Privé.	160	55	3
Titulaire du C.E.P.E.	190	38	—
Total	422	105	3

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 avril 1957.

L. YWASSA.

**Affectation**

Par arrêtés et décisions du Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de l'Instruction Publique :

N° 7/MTAS/MIP. du :

6 avril 1957. — M. d'Almeida Joachim, employé, Echelle 1, échelon 5 du cadre supérieur des Chemins de fer du Togo, est mis à la disposition du Service de la Main-d'œuvre pour compter du 3 avril 1957.

**Engagement**

N° 46/MIP. du :

18 avril 1957. — M. Adzogan Johannes est engagé à compter du 1<sup>er</sup> mars 1957, comme agent permanent au Lycée Bonnacarrère pour servir au divers emplois exigés par l'internat, en remplacement numérique de M. Naghenakoué Emmanuel, licencié de son emploi le 28 février 1957.

M. Adzogan percevra une rémunération mensuelle de 5.040 francs (1<sup>re</sup> catégorie, Echelle A).

La dépense est imputable au chapitre 19, article 2, exercice 1957 du budget local du Togo.

**Démission**

N° 47/MIP. du :

18 avril 1957. — Est constatée, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1957, la démission de son emploi offerte par M. Sinzogan Rémy, surveillant d'internat et secrétaire au Lycée Bonnacarrère, engagé par la Note de Service n° 536/E. du 26 décembre 1950.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE****Nomination**

Par décision du Ministre de la Santé Publique :

N° 22/DSP. du :

8 avril 1957. — Est rapportée la décision n° 18-D/MSP. du 16 mars 1957 chargeant M. d'Almeida Julien, Médecin Africain Principal de 3<sup>e</sup> classe de l'Infirmerie du Chemin de fer, en remplacement du Docteur Kpodar, élu Député à l'Assemblée Législative du Togo.

**ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE****DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES**

**ARRETE** N° 31-57/C. du 10 avril 1957 promulguant au Togo le décret n° 57-282 du 9 mars 1957.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DE LA FRANCE D'OUTRE-MER;

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
HAUT-COMMISSAIRE P. I. DE LA RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la dépêche ministérielle n° 2698/AEP-AF/1. du 26 mars 1957;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué au Togo le décret n° 57-282 du 9 mars 1957 relatif au Comité monétaire de la zone franc.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 avril 1957.

J. RIGAL

### DECRET N° 57-282 du 9 mars 1957 relatif au comité monétaire de la zone franc.

. Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques et financières, du ministre des affaires étrangères, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre résidant en Algérie et du secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes;

Vu l'article 30 de la loi n° 51-592 du 24 mai 1951 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1951;

Vu le décret n° 55-625 du 20 mai 1955 fixant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, des lois relatives à l'organisation du crédit et à la réglementation de la profession bancaire et des professions se rattachant à la profession de banquier et notamment son article 2;

Vu le décret n° 55-626 du 20 mai 1955 fixant les conditions d'application à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, des lois relatives à l'organisation du crédit et à la réglementation de la profession bancaire et des professions se rattachant à la profession de banquier et notamment son article 2;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Le comité monétaire de la zone franc est composé comme suit :

Le gouverneur de la Banque de France, président;

Les gouverneurs ou présidents des instituts d'émission de la zone franc, dont la liste sera fixée par arrêté conjoint du ministre des finances et des ministres intéressés;

Huit représentants des banques exerçant leur activité dans la zone franc désignés pour trois ans par arrêté conjoint du ministre des finances et des ministres intéressés, dont sept sur proposition de l'association professionnelle des banques;

Le directeur du Trésor et le directeur des finances extérieures au ministère des finances;

Le directeur de l'office des changes;

Le directeur des affaires économiques et du plan au ministère de la France d'outre-mer;

Un représentant de chacun des ministres suivants :

Ministre des affaires étrangères,

Ministre résidant en Algérie,

Ministre chargé des affaires économiques;

Un délégué de chacun des Etats dont la représentation audit comité est prévue par des accords.

Chacun des membres du comité peut se faire remplacer par un suppléant qu'il désigne nominativement. Si le membre titulaire et le membre suppléant assistent ensemble aux séances, ils ne disposent que d'une voix délibérative. Toutefois, les suppléants des représentants des banques sont désignés dans les mêmes conditions que ces derniers.

Le vice-président du comité monétaire de la zone franc est désigné parmi ses membres, par décret pris sur le rapport du ministre des finances et des ministres intéressés.

**ART. 2.** — Le comité monétaire de la zone franc se réunit, soit en séance plénière, soit en commission restreinte dans les conditions fixées par les décrets prévus à l'article 2 du décret n° 55-625 et à l'article 2 du décret n° 55-626 du 20 mai 1955 susvisés.

Il peut constituer en son sein des commissions spécialisées.

**ART. 3.** — Le comité monétaire de la zone franc assure la coordination des politiques suivies dans cette zone en matière de monnaie et de crédit.

A cet effet, il examine, en séance plénière ou en commission :

L'évolution de la masse monétaire et de ses contreparties;

La politique du crédit suivie dans chacun des pays membres et les résultats de la centralisation des risques;

Les balances des règlements des pays membres ainsi que la balance des paiements de la zone franc.

Il recommande aux gouvernements et aux autorités monétaires compétents toutes les mesures qui lui paraissent utiles pour assurer la stabilité monétaire et améliorer la distribution du crédit dans la zone franc, ainsi que pour développer les échanges intérieurs et extérieurs de cette zone.

Il propose également aux autorités compétentes toutes mesures propres à améliorer la documentation et les statistiques concernant les domaines relevant de sa compétence.

**ART. 4.** — Le comité reçoit de tous les départements ministériels, de la commission de contrôle des banques et des instituts d'émission de la zone franc, tous les documents qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

Il peut appeler à participer avec voix consultative à ses réunions plénières et aux réunions de ses commissions les hauts commissaires, préfets et gouverneurs ou leurs représentants, les représentants qua-

liés des intérêts économiques ainsi que toute personnalité pouvant apporter une contribution à ses travaux.

ART. 5. — Le comité monétaire adresse tous ses ans un rapport au Président de la République.

ART. 6. — Sont abrogés le décret n° 52-154 du 5 février 1952 relatif au comité institué par l'article 30 de la loi n° 51-592 du 24 mai 1951 et le décret du 16 février 1953 portant sur le même objet.

ART. 7. — Le ministre des affaires économiques et financières, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre résident en Algérie, le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes, et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 1957.

Guy MOLLET.

Par le Président du Conseil des Ministres :

*Le ministre des affaires économiques et financières,*  
Paul RAMADIER.

*Le ministre des affaires étrangères;*  
Christian PINEAU.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Gaston DEFFERRE.

*Le ministre résident en Algérie;*  
Robert LACOSTE.

*Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
*chargé des affaires algériennes,*  
Marcel CHAMPEIX.

ARRETE N° 32-57/C. du 10 avril 1957 promulguant au Togo le décret n° 57-284 du 9 mars 1957.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DE LA FRANCE D'OUTRE-MER;

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
HAUT-COMMISSAIRE P. I. DE LA REPUBLIQUE  
FRANÇAISE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la dépêche ministérielle n° 2698/AEP-AF/1. du 26 mars 1957;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo le décret n° 57-284 du 9 mars 1957 relatif au comité monétaire de la zone franc siégeant en commission restreinte en application des dispositions du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 pour les affaires intéressant les territoires d'outre-mer, le Cameroun et République Autonome du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 avril 1957.

J. RIGAL

DECRET N° 57-284 du 9 mars 1957 relatif au comité monétaire de la zone franc siégeant en commission restreinte en application des dispositions du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 pour les affaires intéressant les territoires d'outre-mer, le Cameroun et la République autonome du Togo.

Le président du conseil des ministres;

Sur le rapport du ministre des affaires économiques et financières et du ministre de la France d'outre-mer;

Vu l'article 30 de la loi n° 51-592 du 24 mai 1951 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1951;

Vu le décret n° 55-625 du 20 mai 1955, fixant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, des lois relatives à l'organisation du crédit et à la réglementation de la profession bancaire et des professions se rattachant à la profession de banquier, et notamment son article 2;

Vu le décret n° 57-282 du 9 mars 1957 relatif au comité monétaire de la zone franc;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'exercice des attributions qui lui sont dévolues en matière de crédit, par le décret n° 55-625 du 20 mai 1955, le comité monétaire de la zone franc se réunit en commission restreinte comprenant :

Le gouverneur de la Banque de France, président;

Le directeur du Trésor et le directeur des finances extérieures au ministère des finances;

Le directeur des affaires économiques et du plan au ministère de la France d'outre-mer;

Trois représentants des banques installées dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et dans la République autonome du Togo, choisis parmi les représentants des banques au comité monétaire de la zone franc et désignés pour trois ans, sur proposition de l'association professionnelle des banques, par arrêté du ministre des finances et du ministre de la France d'outre-mer;

Le président de l'institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Le président de l'institut d'émission de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun;

Le président de la Banque de Madagascar et des Comores;

Le président du conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer;

Le président de la banque de l'Indochine siège au comité quand celui-ci examine des affaires intéressant les territoires où cet établissement assure le service de l'émission.

ART. 2. — Chacun des membres de la commission restreinte peut être remplacé ou assisté dans les conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 57-282 du 9 mars 1957.

ART. 3. — Le ministre des affaires économiques et financières et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 1957.

Guy MOLLET.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des affaires économiques et financières,*  
Paul RAMADIER.

*Le ministre de la France d'outre-mer.*  
Gaston DEFFERRE.

ARRETE N° 33-57/C. du 10 avril 1957 promulguant au Togo le décret n° 57-287 du 9 mars 1957.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

HAUT-COMMISSAIRE P. I. DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la dépêche ministérielle n° 2690/AEP-AF/1.2 du 26 mars 1957;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo le décret n° 57-287 du 9 mars 1957 fixant les conditions d'application dans la République Autonome du Togo du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 relatif à l'organisation du crédit et à la réglementation de la profession bancaire et des professions se rattachant à la profession de banquier.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 avril 1957;

J. RIGAL

DECRET N° 57-287 du 9 mars 1957 fixant les conditions d'application dans la République Autonome du Togo du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 relatif à l'organisation du crédit et à la réglementation de la profession bancaire et des professions se rattachant à la profession de banquier.

Le président du conseil des ministres;

Sur le rapport du ministre des affaires économiques et financières et du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 55-625 du 20 mai 1955 fixant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Camerun, des lois relatives à l'organisation du crédit et à la réglementation de la profession bancaire et des professions se rattachant à la profession de banquier, et notamment son article 11;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, et notamment son article 26;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 et des décrets et arrêtés pris pour son application, ainsi que les décisions individuelles et de caractère général prises par le comité monétaire de la zone franc et par la commission de contrôle des banques, dans les conditions prévues audit décret, sont applicables dans la République Autonome du Togo :

1° Aux banques inscrites sur les listes des banques françaises et étrangères, sous la rubrique spéciale prévue à l'article 4 du décret n° 55-625 du 20 mai 1955, et aux établissements financiers enregistrés par le comité monétaire de la zone franc, dans les conditions prévues par ce décret;

2° Aux autres banques et établissements financiers pour leurs agences installées dans la République Autonome du Togo.

ART. 2. — La commission de contrôle des banques peut demander aux banques et établissements financiers visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret d'établir des comptes et situations particuliers pour la République Autonome du Togo.

La copie de ces documents sera adressée à l'institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo.

ART. 3. — Un arrêté du ministre des finances et du ministre de la France d'outre-mer fixera, pour les banques et établissements visés au paragraphe 1 de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, le capital minimum dont doivent justifier à leur bilan les banques et établissements financiers, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 13 juin 1941 et de l'article 10 modifié de la loi du 14 juin 1941.

ART. 4. — Les banques et les établissements installés dans la République Autonome du Togo à la date de la promulgation du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 et ayant adressé au comité monétaire de la zone franc une demande d'inscription ou d'enregistrement conformément à l'article 10, alinéa 1, du décret du 20 mai 1955 précité, peuvent continuer à exercer leur activité et à user des termes de « banque », de « banquier » et « d'établissement de crédit » jusqu'à ce qu'il soit statué sur leurs demandes.

ART. 5. — Les banques et les établissements qui n'auront pas obtenu leur inscription ou leur enregistrement pourront poursuivre leur activité et user des termes de « banque », de « banquier » et « d'établissement de crédit » jusqu'à l'expiration d'un délai déterminé conformément à l'article 14 de la loi modifiée du 13 juin 1941.

ART. 6. — Les banques et les établissements installés dans la République Autonome du Togo à la date de la promulgation du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 qui ne sollicitent pas leur inscription sur les listes des banques françaises et étrangères ou leur enregistrement doivent cesser toute opération bancaire dans un délai de six mois courant à partir de la date de promulgation du présent décret.

Ils sont autorisés à faire usage jusqu'à cette date des termes de « banque », de « banquier » et « d'établissement de crédit ».

ART. 7. — Le ministre des affaires économiques et financières et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 1957.

Guy MOLLET.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des affaires économiques et financières;*

Paul RAMADIER.

*Le ministre de la France d'outre-mer;*

Gaston DEFFERRE.

#### Intégrations

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du :

1<sup>er</sup> décembre 1956. — Sont intégrés, en qualité de stagiaires, dans les corps ci-après désignés du cadre général de l'Enseignement et de la Jeunesse de la France d'outre-mer et pour compter des dates ci-dessous indiquées, les titulaires du CAPES théorique, de la licence d'enseignement ou du diplôme d'Etat d'ingénieur des arts et métiers dont les noms suivent :

#### ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRÉ

##### *Corps des adjoints d'enseignement*

Mlle Pabion Andrée, stagiaire 15 octobre 1955 Togo.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du :

22 février 1957. — Est, pour compter du 15 septembre 1956, veille de son embarquement à destination du Togo, intégré, en qualité de stagiaire dans le corps des inspecteurs primaires du cadre général de l'enseignement et de la Jeunesse de la France d'outre-mer M. Estourne Grat, instituteur de 1<sup>re</sup> classe du cadre métropolitain détaché près du Département de la France d'outre-mer pour servir au Togo et titulaire du C.A.I.P. (option France d'outre-mer).

La date de départ du stage effectif de M. Estournes est fixée au 19 septembre 1956, jour de son débarquement au Togo.

M. Estournes est, au 15 septembre 1956, rangé à la 3<sup>e</sup> classe du grade d'Inspecteur primaire avec une ancienneté de classe conservée de 2 ans 9 mois et 19 jours.

#### Détachement

Par arrêté du ministre des affaires économiques et financières en date du 14 janvier 1957 :

Les agents des Douanes dont les suivent, en service détaché auprès du Ministère de la France d'outre-mer, sont maintenus dans cette position pour les périodes ci-après indiquées :

#### *Pour servir au Togo :*

du 1<sup>er</sup> octobre 1955 au 30 septembre 1958

M. Mugnier (François), agent principal de constatation de 5<sup>e</sup> échelon.

#### Retraite

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 6 mars 1957 :

M. Gerbier Robert, chef de bureau de 1<sup>re</sup> classe d'Administration Générale d'outre-mer, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension d'ancienneté pour compter du 30 avril 1957.

### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A.O.F.

#### Intégrations

Par arrêté du Haut Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 26 mars 1957 :

Les Conducteurs du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo ci-après désignés, détachés dans le corps supérieur des conducteurs d'Agriculture de l'A.O.F., sont intégrés, sur leur demande, pour compter des dates ci-après, dans leur corps de détachement, aux grades et échelons suivants :

#### *à compter du 31 décembre 1953*

MM. Gaillaguet Louis, Conducteur Principal de classe exceptionnelle — ancienneté civile conservée : 11 ans — R.S.M. Néant;

Knuil Marcel, Conducteur Principal de classe exceptionnelle — ancienneté civile conservée : 7 ans — R.S.M. Néant;

Oberhansli Georges, Conducteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon — ancienneté civile conservée : 1 an — R.S.M. Néant

#### *à compter du 16 avril 1954*

M. Chilloh Eusèbe, Conducteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon — ancienneté conservée : 1 an — R.S.M. Néant;

à compter du 20 mars 1955

M. Atsu Kodjo François, Conducteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> Echelon — ancienneté civile conservée : 1 an — R.S.M. Néant.

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 26 mars 1957 :

NOMS	Date d'intégration	Grade et Echelon d'intégration	Ancienneté conservée	S. R. M et Majorations conservés
Gaillaguet Louis	1/1/1954	Ing. 1 <sup>o</sup> cl. 3 <sup>e</sup> échel.	7a, 11m, 24j	Néant
Knill Marcel	1/1/1954	Ing. 1 <sup>o</sup> cl. 3 <sup>e</sup> échel.	8a, 11m, 26j	Néant
Chilloh Eusèbe	16/4/1954	Ing. 2 <sup>o</sup> cl. 1 <sup>o</sup> échel.	Néant	Néant
Atsu Kodjo François	20/3/1955	Ing. 2 <sup>o</sup> cl. 1 <sup>o</sup> échel.	Néant	Néant

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 26 mars 1957.

M. Oberhansli Georges, Conducteur d'Agriculture de l'A.O.F. est admis, tant au point de vue solde qu'ancienneté, dans le Corps Supérieur des Ingénieurs des Travaux Agricoles de l'A.O.F.; pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1954 avec le grade d'Ingénieur de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (Ancienneté Civile conservée : Néant — R.S.M. Néant).

#### Tableaux d'avancement

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 28 mars 1957 :

Sont inscrits pour l'année 1954 au tableau d'avancement spécial du personnel du Corps supérieur des Ingénieurs des Travaux Agricoles de l'A.O.F. pour la nomination au Grade d'Ingénieur Principal de Classe normale, 1<sup>er</sup> échelon :

#### Hors Péréquation :

M.M. Gaillaguet Louis, détaché au Togo  
— Knill Marcel, détaché au Togo

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 28 mars 1957 :

Sont inscrits pour les années 1954-1955 et 1956 au tableau d'avancement du personnel du Corps supérieur des Ingénieurs des Travaux Agricoles de l'A.O.F. :

1 — Au titre de l'année 1954.

Sont admis tant au point de vue solde qu'ancienneté dans le corps supérieur des ingénieurs des Travaux Agricoles de l'A.O.F., pour compter des dates ci-dessous indiquées et intégrés conformément aux dispositions du Chapitre 1 — Articles 13 à 18 inclus de l'arrêté n° 2940/S.E.T. du 9 avril 1956 modifié par arrêté n° 4.249/S.E.T. du 19 mai 1956, aux grades et échelons ci-après, les Conducteurs d'Agriculture de l'A.O.F. dont les noms suivent :

Pour le grade d'Ingénieur Ppal. de Cl. Exceptionnelle MM. . . . .

#### Hors réquisition :

— Gaillaguet Louis, détaché au Togo  
— Knill Marcel détaché au Togo

#### Promotion

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 28 mars 1957.

Sont promus dans le corps supérieur des Ingénieurs des Travaux Agricoles de l'A.O.F. au titre des années 1954-1955 et 1956 tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté et conservent dans leur nouveau grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après :

1 — Au titre de l'année 1954

Au grade d'Ingénieur Principal de Cl. Exceptionnelle MM. . . . .

— Gaillaguet Louis, a/c du 1<sup>er</sup> janvier 1954 — R.S.M. conservés : Néant.

— Knill Marcel, a/c du 1<sup>er</sup> janvier 1954 — R.S.M. conservés : Néant.

## ACTES DU HAUT COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

### ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### Délégation de signature

Par arrêtés et décisions du Haut-Commissaire de la République Française au Togo :



N° 78/D/AP du :

16 avril 1957. — Le Directeur du Cabinet du Haut-Commissaire de la République Française au Togo, signera par délégation les autorisations d'importation d'armes et de munitions conformément à la réglementation actuellement en vigueur en la matière.

#### Affaires courantes

N° 69/D/PE du :

5 avril 1957. — M. Neyrolles Roger, Administrateur adjoint, 4<sup>e</sup> échelon de la France d'outre-mer, en service au Cabinet du Haut-Commissaire de la République Française au Togo, est chargé de l'expédition des Affaires courantes du Cercle de Klouto et de la Commune-Mixte de Paliné, pendant la durée du congé administratif de M. Galy Paul, Administrateur, 3<sup>e</sup> échelon de la France d'outre-mer, Commandant du Cercle p. i. et Administrateur-Maire p. i.

#### Nominations

N° 34-57/AP du :

15 avril 1957. — M. Maudry Henri, Administrateur de la France d'outre-mer, est nommé membre suppléant du Tribunal supérieur de droit local de Lomé pour l'année judiciaire 1957, en remplacement de M. Bert, Administrateur-Adjoint de la F.O.M.; en instance de départ en congé.

N° 72/D/PE du :

9 avril 1957. — M. Ancian Gilbert, Administrateur, 2<sup>e</sup> échelon de la France d'outre-mer, en service au Haut-Commissariat de la République Française au Togo, est nommé Directeur par intérim du Cabinet du Haut-Commissaire.

Il aura droit en cette qualité aux indemnités et avantages en nature prévus par les textes en vigueur.

N° 75/D/PE du :

15 avril 1957. — M. Labbe Jean, Gendarme, en service dans le Cercle du Centre (Atakpamé), est nommé Chef du Poste Administratif de Blitta (Cercle d'Atakpamé), pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1955.

N° 76/D/PE du :

15 avril 1957. — M. Paillère Michel, Administrateur, 3<sup>e</sup> échelon de la France d'outre-mer, de retour de congé et arrivé à Lomé, par avion le 10 avril 1957, est nommé Commandant de Cercle et Administrateur-Maire de Sokodé, en remplacement de M. Lacaze, Administrateur en Chef de la F.O.M.; en instance de départ en congé administratif.

Cumulativement avec ses fonctions, M. Paillère est nommé Commandant de Cercle de Bassari par intérim.

M. Paillère est habilité à remplir les fonctions d'ordonnateur du Budget de la Circonscription de Sokodé et de Bassari.

#### Avocat défenseur

N° 35/AP du :

16 avril 1957. — M. d'Almeida Ayité Barthélémy, avocat stagiaire près la Cour d'Appel de Rennes, demeurant à Lomé n° 1 rue de l'Internat, est nommé avocat-défenseur près les Cours d'Appel et les Tribunaux de l'A.O.F.; avec résidence à Lomé (Togo).

La présente nomination aura son effet pour compter du jour de la prestation de serment par l'intéressé.

#### Affectation

N° 70/D/PE du :

5 avril 1957. — M. Vallier Paul, Rédacteur de 1<sup>re</sup> classe d'Administration Générale d'outre-mer, précédemment en service au Secrétariat Général à Lomé, est mis à la disposition de M. le Premier Ministre de la République Autonome du Togo, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1957.

#### Détachement

N° 30/C du :

5 avril 1957. — Le Maréchal des Logis Chef de Gendarmerie Hartz Raymond, affecté à la Brigade de Gendarmerie de Lomé est mis à la disposition du Gouvernement de la République Autonome du Togo, pour occuper les fonctions de Commissaire Central de Police de Lomé.

Ce détachement prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 1957.

### AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

#### Concours

#### ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

Concours d'entrée du 17 septembre 1957

Deux concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration « Etudiants et Fonctionnaires » ont été ouverts par arrêté du 31 janvier 1957, publié au *Journal officiel* du 8 février.

Les épreuves d'admissibilité se dérouleront les 17; 18; 19 et 20 septembre 1957 à Paris, Alger, Dakar, Saigon et Strasbourg; les épreuves d'admission auront lieu à Paris dans le courant des mois de novembre et de décembre.

Les conditions à remplir par les candidats et les pièces à fournir sont déterminées par un arrêté du 30 juillet 1953 (*Journal officiel* du 5 août); les programmes détaillés de certaines épreuves sont fixés par un arrêté du 25 août 1953 (*Journal officiel* du 30 août); modifié par un arrêté du 27 février 1956 (*Journal officiel* du 6 mars).

Les inscriptions sont prises du 1<sup>er</sup> au 31 mai 1957 inclus.



Les demandes d'admission au concours, transmises dans le délai ci-dessus indiqué, doivent, soit être adressées par pli recommandé à Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale d'Administration, 36, rue des Saint-Pères, Paris (7<sup>e</sup>), soit être déposées, un jour ouvrable, de 8 h 30 à 12 h au Secrétariat de l'Ecole qui en délivrera reçu.

Les pièces prévues doivent être jointes à la demande, à l'exception de la copie des diplômes ou certificats exigés qui peut être transmise jusqu'au 25 juillet inclus.

Tous les renseignements nécessaires sur les concours d'entrée sont donnés dans une brochure « concours et scolarité 1956 »; (complétée par une mise à jour pour les concours de 1957), mise en vente par l'Imprimerie Nationale, 27, rue de la Convention, Paris (15<sup>e</sup>); (C.C.P. n° 9060.06 Paris), au prix de 320 francs (mise à jour 40 frs), frais d'envoi compris. Dans une autre brochure « carrières » mise en vente dans les mêmes conditions au prix de 670 frs (frais d'envoi compris) les candidats trouveront des indications d'ordre général destinées à les informer des particularités de chacune des carrières auxquelles l'Ecole prépare.

## DOMAINES

### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 27 mai 1957, à 8 heures; il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 99 ares 78 cas; connu sous le nom de Wujli et borné à l'Est par Houli Tréton, au Sud et l'Ouest par Tossou Agbezi Konou et au Nord par Hemelia Nudoh Konou, dont l'immatriculation a été demandée par Maître Pierre Bartoli, avocat défenseur à Cotonou, mandataire de M. Jérôme Agbaglo, propriétaire à Bê-Lomé, suivant réquisition du 18 octobre 1956, n° 2.953.

Le mardi 28 mai 1957, à 8 heures; il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé; Cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier; d'une contenance de 25 ares 00 cas, connu sous le nom de Nyékonakpoé-Tokoin et borné au Nord par Martelol Marlin; à l'Est et à l'Ouest par des rues en projet et au Sud par Héritiers Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Francis A. Nayo Bruce; Employé de Commerce (F.A.O.) à Lomé, suivant réquisition du 26 octobre 1956, n° 2.956.

## DECLARATION D'ASSOCIATION

*Nom de l'Association :* « **LION CLUB DE LOMÉ** »

*Objet :* 1<sup>o</sup> — Constituer une réunion d'hommes représentant les intérêts professionnels divers de la ville de Lomé; rassembler ses membres sous les liens les plus étroits de bonne camaraderie et de favoriser parmi eux une union sociale plus étroite.

2<sup>o</sup> — Aider de toute manière honorable à servir les intérêts de ses membres et en vue de réaliser une meilleure compréhension entre les hommes.

3<sup>o</sup> — Enseigner l'application des codes moraux les plus élevés dans les affaires et de s'efforcer, par l'échange des méthodes et des idées d'augmenter le rendement dans les domaines d'activité représentés.

*Siège Social :* Lomé, 64, Avenue des Alliés.

*Pièces Annexées :* Statuts.

## RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'Association :* « Union sportive des originaires d'Agouégan » (U.S.O.A.)

*Objet :* Pratique de la solidarité et du Sport.

*Siège Social :* à Lomé.

*Pièces annexées à la déclaration d'Association :* Statuts.

## Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de Première Instance de Cotonou (Dahomey)

Par jugement du Tribunal de Première Instance de Cotonou (Dahomey), tenant lieu de Tribunal de Commerce, en date du dix sept avril mil neuf cent cinquante sept.

La liquidation judiciaire dont bénéficiaient les Anciens Etablissements VALLA & RICHARD (Société à responsabilité limitée) suivant décision du même Tribunal en date du dix janvier mil neuf cent cinquante sept,

A été convertie en faillite avec toutes les conséquences de droit.

La date provisoire de la cessation de paiement a été reportée au Premier septembre 1956.

Ce jugement qui a autorisé l'exploitation du fonds de commerce à la diligence du syndic a nommé :

M. Lavesque, juge au siège, Juge Commissaire,  
M. Burkhalter, Syndic.

*Pour extrait conforme;*

Le Syndic :

**René BURKHALTER.**

## RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'Association :* « UNION d'AGOUEGAN »

*Objet :* Entretenir l'Union et l'entraide entre ses adhérents.

*Siège Social :* à Lomé.

*Pièces Annexées :* Statuts.

## STATUT

## NOM ET BUTS

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans la République Autonome du Togo, une Association de sexe mixte dénommée « Union d'Agouégan ».

ART. 2. — Son Siège est à Lomé et sa durée est illimitée.

ART. 3. — L'Association de l'Union d'Agouégan a pour but de créer et de protéger une fraternité entre ses membres; d'inculquer la sympathie et la charité en allégeant les conditions de ses membres dans les maladies ou dans les malheurs dont ils ne peuvent sortir; de promouvoir un plus généreux et filial respect pour l'autorité administrative; d'infuser dans ses membres et dans tous les bons compatriotes un compatriotisme plus pur et plus vaste et ainsi exercer sur les conditions sociales et existantes une influence salubre et avantageuse; de rester financièrement une Association de charité.

ART. 4. — Une section de « Foot-Balleurs » est créée au sein de l'Association.

ART. — Une section de « Tam-Tam » est créée au sein de l'Association.

## Composition

ART. 6. — L'Union d'Agouégan se compose de membres actifs des deux sexes : Membres d'honneur et Membres bienfaiteurs.

## Administration

ART. 7. — L'Association de l'Union d'Agouégan est dirigée par un Comité formé dans son sein et composé de :

- 1 Président
- 1 Vice Président
- 1 Secrétaire
- 1 Secrétaire Adjoint
- 1 Trésorier
- 1 Trésorier Adjoint (Collecteur)
- Des Conseillers
- Des Commissaires aux fêtes.

ART. 8. — Le Comité est élu au scrutin secret et à la majorité relative par l'Assemblée Générale. Le Comité est rééligible tous les ans. Le nouveau Comité entre en fonction aussitôt après élection.

ART. 9. — Le Président représente l'Association dans toutes les circonstances notamment dans les

rapports avec l'Administration locale en tout ce qui concerne ses intérêts matériels et moraux. Il préside les réunions de Comité et de l'Assemblée Générale et assure le bon fonctionnement de l'Association. Il prononce les sanctions disciplinaires après avis des membres du Comité.

Le Vice-Président seconde le Président dans ses fonctions et le supplée en cas d'empêchement.

ART. 10. — Le Secrétaire en collaboration avec son Adjoint est chargé des correspondances et des archives de l'Association.

ART. 11. — Le Trésorier a pour fonction de percevoir les cotisations ainsi que toutes les sommes requises par l'Association; d'acquitter les dépenses effectuées par le Conseil. Il poursuit le recouvrement des créances et est en outre chargé de la conservation des biens du conseil. Son compte peut être vérifié à tout moment par les conseillers ou un comité vérificateur. Le Trésorier ne peut détenir une somme supérieure à Frs. 3.000. (Trois mille francs) le surplus est versé au compte ouvert en banque au nom de l'Association. L'engagement de toute dépense et tout retrait de fonds seront subordonnés à la signature du Président, du Secrétaire et du Trésorier.

ART. 12. — Toutes les fonctions susdites sont gratuites.

ART. 13. — Le Comité se réunit une fois par mois et toutes les fois que son Président le juge nécessaire de le convoquer.

ART. 14. — Le Comité Directeur a pour mission :

- a) de prendre des sanctions contre tout membre qui se serait rendu coupable d'une faute à l'égard de l'Association;
- b) de procéder au contrôle des livres de caisse et
- c) de veiller à l'application des règlements intérieurs.

ART. 15. — Le Comité ne peut prendre, des décisions qu'autant que six membres au moins y compris le Président ou un Vice Président et le Secrétaire ou son adjoint sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Les délibérations du Comité sont consignées sur un registre spécial tenu par le secrétaire. Elles doivent porter la signature du secrétaire.

ART. 16. — Dans le cas où pour une cause quelconque le Comité se trouverait réduit à moins de cinq membres; il sera procédé en Assemblée Générale extraordinaire au remplacement des membres manquants pour la période restante à courir jusqu'à la fin de l'année.

ART. 17. — Les membres de l'Association se réunissent tous les mercredis de 17 h. 30 à 18 h. 30 et toutes les fois (à toute heure) que le comité le juge nécessaire ou qu'un quart au moins des membres inscrits en font la demande.

ART. 18. — Les conditions à remplir pour devenir membre sont : être né à Agouégan ou né d'un ou d'une originaire d'Agouégan.

*Bénéfices en cas de maladies ou malheurs*

ART. 19. — L'Association prévoit pour la bonne protection et les soins à donner à ses membres malades ou devenus malheureux ou décédés les bénéfices suivants :

Tout membre qui pour raison de santé ou accident ne peut plus exercer son emploi a droit aux bénéfices du fonds de charité de l'Association dans les conditions et limites fixées par les règlements intérieurs de celle-ci. — Ces bénéfices ne seront en aucun cas considérés comme œuvres de charité ; mais comme accomplissement du contrat que l'Association a fait avec chacun de ses membres.

*Ressources et revenus*

ART. 20. — Les ressources de l'Association comprennent les recettes ordinaires et extraordinaires

Sont considérées comme recettes ordinaires les cotisations mensuelles, et les droits d'inscription.

Les ressources extraordinaires de l'Association sont les versements des dons effectués par les membres en cas de décès, les dons et les subventions en général etc...

ART. 21. — Tout adhérent pour être admis verse un droit d'entrée de francs 100 (Cent francs).

ART. 22. — La cotisation mensuelle est fixée à Frs 25 (Vingt cinq francs).

ART. 23. — Le droit d'inscription et la cotisation mensuelle ci-dessus peuvent être augmentés ou diminués suivant les circonstances et après délibération et vote du Comité. Ils sont dûs par tout membre sans exception.

*Mesures d'ordre et dispositions générales*

ART. 24. — Tout membre qui par sa conduite, sa moralité son attitude, ses propos et ses actes, sera un élément de troubles, ou cherchera à porter atteinte à la réputation de l'Association sera exclus d'office et après délibération du Comité.

ART. 25. — Toute modification au présent statut sera examinée par l'Assemblée Générale qui statuera à la majorité de 3/4 des membres présents.

ART. 26. — Un règlement d'ordres intérieurs fixera les détails d'application de ce statut.

ART. 27. — Le Comité constitué conformément au présent statut est porté en annexe.

## CONSTITUTION DU BUREAU

*Le Président :*

M. Christian Ayivi Kuéviakoé — Propriétaire — 4, rue Akolatsé à Lomé

*Le Vice-Président :*

M. Christophe Akakpovi Amegninou — Voirie à Lomé

*Le Secrétaire :*

M. Benoît Messanvi Ekué — Compté-Matière du C. F.T. à Lomé

*Le Secrétaire-Adjoint :*

M. Kuawo Lucas Johnson — Finances à Lomé

*Le Trésorier :*

M. James T. Kuéviakoé — Bureau des Eaux et Forêts à Lomé

*Le Trésorier-Adjoint :*

M. Pierre Ayité Ayih — Menuisier — 6, rue de Co-yaviers à Nyékonakpoé-Lomé

CONSEILLERS :

1<sup>o</sup>/ — M. Kouévi Kangni-Akofah — Ouvrier des T.P. Sud à Lomé

2<sup>o</sup>/ — M. Jean Kuawo Johnson — C.F.T. (P.V.) à Lomé

3<sup>o</sup>/ — M. Robert Afanou Edoth — Maçon — 22, rue Vauban à Lomé

4<sup>o</sup>/ — M. Frédéric Edoth — Tailleur — 22, rue Vauban à Lomé

COMMISSAIRES AUX FÊTES :

1<sup>o</sup>/ — M. André D. Kuéviakoé — G.B. Ollivant à Lomé

2<sup>o</sup>/ — M. Daniel Kuéviakoé — Menuisier — Constructions — Coignet à Lomé

**" Etablissements RABE & Cie "**

Société Anonyme au Capital de 40.000.000 de Frs. C.F.A.  
Siège Social : COTONOU (Dahomey) Rue du Gouverneur BAYOL

## CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ ANONYME

**Seconde Insertion**

Aux termes des statuts de la Société Anonyme « Etablissements Rabe & Cie » au capital de 40 millions de francs CFA et dont le siège a été fixé à Cotonou (Dahomey) lesdits statuts réalisés par acte sous seing privé en date du 8 février 1957 et qui sont devenus définitifs par la seconde assemblée constitutive tenue le 6 avril 1957 dont le procès verbal a été enregistré à Cotonou le 11 février 1957. Cse 274, Folio 56

Mr. Emile Rabe, négociant, demeurant à Cotonou, a fait apport à la dite société du fonds de commerce d'importation-exportation dont les éléments incorporels comprenaient notamment :

1<sup>o</sup>/ Le fonds de commerce d'importation et d'exportation qu'il exploite au Dahomey, à Cotonou, à Porto-Novo et à Allégon, immatriculé au registre du commerce de Cotonou sous le n° 90, au Togo, à Lomé;

immatriculé au registre du commerce de Lomé sous le n° 324, en France, à Paris; un Bureau d'achats; immatriculé au Régistre du Commerce de la Seine sous le n° 54-A-1979, comprenant :

a) l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attaché;

b) le bénéfice de tous contrats, traités et marchés, commandes ouvertures crédits, engagement et accords qui ont pu être passés jusqu'au jour ci-après fixé pour l'entrée en jouissance avec tous tiers pour des objets se rapportant à l'exploitation ainsi qu'avec le personnel, de même que tous ceux qui auront pu être passés pour les mêmes motifs,

c) le droit pour le temps en restant à courir à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957, aux baux de :

1. — Un local, une boutique et un entrepôt situés à Cotonou, 1
2. — un immeuble situé à Attohou;
3. — un local où se trouve le bureau d'achats, situé à Paris; 3; Rue Treillard;
4. — un local situé à Lomé, 3, Rue des Manguiers;
5. — un local situé à Lomé, 31; Rue du Grand Marché;

L'ensemble des éléments incorporels évalué à . . . . . 2.000.000

d) Les espèces, les stocks, les créances commerciales le matériel et le mobilier servant à l'exploitation du fonds; le tout évalué à . . . . . 41.090.301

e) un immeuble urbain situé à Cotonou; faisant l'objet du titre foncier n° 148; 1; folio 148 évalué à . . . . . 4.000.000

f) un immeuble urbain situé à Cotonou; faisant l'objet du titre foncier n° 149, volume 1 folio 149 évalué à . . . . . 10.000.000

g) un immeuble urbain situé à Porto-Novo; faisant l'objet du titre foncier n° 278; volume 2 folio 79 évalué à . . . . . 900.000

h) un immeuble urbain situé à Porto-Novo; faisant l'objet du titre foncier n° 501; volume 3, folio 101 évalué à . . . . . 100.000

Total des apports effectués en nature. 58.090.301

à charge par la Société de payer le passif dudit fonds de commerce, évalué à la somme de 28.590.301 frs de sorte que l'apport net de M. E. Rabe ressort à . . . . . 29.500.000 CFA

En rémunération de cet apport, il a été attribué à M. Emile Rabe, 5.900 actions de 5.000 frs CFA chacune entièrement libérées numérotées de 1 à 5.900.

L'entrée en jouissance a été fixée au jour de l'acte devenu définitif.

MM. les créanciers de l'apporteur sont tenus de faire connaître le montant de leurs créances éventuelles, dans les dix jours de la présente insertion au Greffe du Tribunal de commerce de Cotonou (Dahomey).

#### AVIS DE PERTE

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du Titre Foncier n° 1.719 TT appartenant à Madame Koko Lawson, Propriétaire-Revendeuse à Lomé.

*Pour première insertion.*